



## SOMMAIRE

	Pages
Allocution de l'archevêque Makarios, président de la République de Chypre .....	361
Point 9 de l'ordre du jour :	
Discussion générale ( <i>suite</i> )	
Discours de M. Dennis (Libéria) .....	365
Discours de Mme McIntyre (Grenade) .....	369
Discours de M. Motee'a (Yémen démocratique) .....	372
Discours de M. Ould Mouknass (Mauritanie) .....	374
Discours de M. Caicedo (Colombie) .....	379
Discours de M. Isrankgul (Thaïlande) .....	382

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

*Allocution de l'archevêque Makarios,  
président de la République de Chypre*

1. Le PRÉSIDENT : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai le grand honneur de souhaiter la bienvenue à Sa Béatitudo Mgr Makarios, président de la République de Chypre, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

2. L'archevêque MAKARIOS (Président de la République de Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, en premier lieu, je voudrais vous exprimer mes plus chaleureuses félicitations pour votre élection unanime à la présidence de l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus que sous votre sage direction les délibérations de cette assemblée apporteront une contribution constructive à la solution des divers problèmes internationaux. En votre personne, nous saluons aussi votre pays avec lequel Chypre maintient des liens étroits d'amitié fondés sur des idéaux et des buts communs, dans le cadre du non-alignement. De même, j'aimerais exprimer ma haute appréciation à votre distingué prédécesseur, M. Leopoldo Benites, pour l'excellente façon dont il a dirigé les délibérations de la précédente session.

3. J'ai eu le privilège de m'adresser à l'Assemblée générale à d'autres occasions, mais jamais auparavant dans des circonstances telles que la situation actuelle, jamais auparavant dans une situation internationale qui s'écarte si dangereusement des principes fondamentaux qui sont à la base de cette organisation. Et ce qui est particulièrement étrange c'est que nous sommes supposés vivre à une époque de détente.

4. Au cours des années, le monde a anticipé une détente. On espérait qu'en réduisant les antagonismes et les tensions on s'orienterait vers une application plus efficace des résolutions du Conseil de sécurité qui intéressent de façon vitale la paix et la sécurité

internationales, plutôt que de se diriger dans le sens opposé, comme le monde l'a constaté tristement en silence ces derniers jours. En disant cela, je n'ai pas du tout l'intention de faire une critique. Je ne fais qu'évoquer une triste réalité qui ne devrait pas et ne peut pas être passée sous silence aux Nations Unies ni méconnue par la communauté internationale sans de graves conséquences pour l'orientation future de l'évolution du monde à un moment aussi critique que celui où nous vivons. Nous sommes dans une période d'équilibre délicat entre la notion de l'utilisation de la force et de la domination, relique désuète du passé, et celle de la raison et de la paix si nécessaires pour survivre dans notre monde interdépendant à l'âge nucléaire.

5. C'est une période de transition difficile. Des événements internationaux d'une très grande signification dans leurs répercussions et leur message pour le monde devraient être étudiés de près par cette assemblée. Les Nations Unies sont essentiellement une institution politique, mais il existe des moments dans l'histoire où les institutions humaines, en affrontant des problèmes critiques, doivent se préoccuper de décisions ayant une qualité éthique. Cette qualité éthique n'est que l'essence des principes de la Charte. Les méconnaître en recherchant des intérêts à court terme, en revenant aux politiques dépassées d'obscurantisme, constituerait une recherche d'intérêt peu réaliste. En fin de compte, cela ne peut que conduire l'humanité vers la dégradation morale et même l'anéantissement physique.

6. Chypre a eu le triste sort d'être un signal et un symbole sur la route que poursuit l'humanité. La façon dont nous serons traités par la communauté internationale à la croisée des chemins de notre histoire, sera un jalon qui indiquera l'orientation future, qu'elle soit ascendante ou descendante. Au-delà du sort tragique de Chypre, ce qui a une plus grande signification c'est son sens intrinsèque pour le monde et les répercussions inévitables qui en découlent. Ainsi, le problème de Chypre dépasse de loin les limites et les frontières de l'île. Ce problème pose un grave problème international et jette un défi au monde.

7. Tenter de dissimuler le crime international dû à des tactiques politiques dépassées de pression pour réaliser des compromis injustes et ignominieux, c'est rester bien en deçà du défi actuel et cela ne servira pas les intérêts de Chypre et de l'ensemble de sa population, et moins encore les intérêts de la paix.

8. Il est habituel, en prenant la parole devant l'Assemblée générale, d'évoquer les divers problèmes et sujets internationaux. J'espère que l'on m'excusera si je m'écarte de cette habitude et si je me limite au problème de Chypre, qui a soudain acquis des dimen-

sions si inquiétantes qu'il est devenu un problème grave et menaçant dans la région et au-delà.

9. Mon pays, un petit Etat Membre non aligné de l'Organisation des Nations Unies, est à l'heure actuelle mutilé et pratiquement détruit par suite de l'attaque armée et de l'invasion, sans précédent quant à la férocité et à l'inhumanité, déclenchées par la Turquie.

10. Il y a deux mois environ, je suis venu au Conseil de sécurité pour dénoncer le coup d'Etat machiné et organisé contre le Gouvernement légitime de Chypre par la junte militaire qui, à l'époque, dirigeait la Grèce. Des officiers grecs faisant partie de la Garde nationale chypriote, agissant sur instructions de la junte militaire à Athènes, ont, le 15 juillet, attaqué et détruit avec des armes lourdes le palais présidentiel, cherchant ma mort. Il est indubitable que j'étais l'objectif de cette action criminelle. Le coup d'Etat de la junte grecque a échoué, puisque son objectif n'a pas été atteint. Je me réjouis que le régime militaire, qui a pendant sept ans opprimé le peuple grec et a placé cet Etat dans une situation d'isolement et de manque de respect sur le plan international ne soit plus au pouvoir. La Grèce retrouve ainsi la voie vers la démocratie et la dignité nationale.

11. Le coup d'Etat de la junte grecque était le prélude de la tragédie actuelle de Chypre. Ce mal a été suivi par un autre mal — bien pire. La Turquie, prenant pour prétexte le coup d'Etat et agissant prétendument en vertu du Traité de garantie de 1960<sup>1</sup>, est intervenue militairement à Chypre en contravention du Traité lui-même en envahissant l'île le 20 juillet. Ce traité ne donnait pas et ne pouvait donner les droits à l'intervention militaire qu'a invoqués la Turquie. En outre, la nature même et la conduite de cette opération militaire à Chypre étaient en violation directe des buts déclarés du Traité. En effet, au lieu de protéger en tant que puissance garante l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre, la Turquie les a détruites. Elle s'est lancée dans la destruction de ce qu'elle avait garanti elle-même. La Turquie prétendait que l'action entreprise avait pour but de rétablir l'ordre constitutionnel qu'avait perturbé le coup d'Etat. J'ai l'impression que certains pays ne se sont pas élevés contre l'invasion turque au début parce qu'ils ont été trompés par la Turquie quant à ses véritables intentions. La Turquie a déclaré mensongèrement que l'action entreprise était limitée de par sa nature. Elle a parlé d'une opération de police, et même d'une opération de paix ne visant qu'à rétablir l'ordre constitutionnel. Mais ce qu'en fait la Turquie faisait et continue de faire à Chypre n'a rien à voir avec le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

12. Par suite de l'invasion turque, Chypre, île heureuse et florissante, a été transformée en un lieu de ruines, de larmes et de mort. Les forces d'invasion turques ont occupé presque 40 p. 100 du territoire chypriote et ont chassé de leurs foyers plus de 200 000 personnes, représentant un tiers de la population du pays, qui, ayant été contraintes d'abandonner leurs terres, ont été transformées en réfugiés qui vivent dans des conditions effroyables. Le monde a été témoin de l'implacable bombardement au napalm de villes et de villages sans défense, tuant à tort et à travers des civils dans une furie de destruction. Même des hôpitaux, des églises, d'anciens monu-

ments d'une valeur inestimable, ont été attaqués et réduits en cendres. L'assassinat de sang-froid, le viol et le pillage ont été pratiqués journalièrement au cours de l'avance des troupes turques. Pour trouver des exemples analogues d'invasion assortie de pareils actes de brutalité et de destruction, il faut remonter au V<sup>e</sup> siècle de notre ère, au temps d'Attila, dont le nom a été donné avec tant d'à-propos à cette opération d'invasion par l'agresseur lui-même. Des fêtes et des manifestations ont été organisées en Turquie pour célébrer la victoire des forces turques contre Chypre et l'on a donné des médailles aux chefs de l'armée de l'air et de la marine pour la victoire qu'ils ont remportée sur une petite île sans défense. Une victoire, certes ! Mais une victoire contre l'ordre juridique international, contre l'Organisation des Nations Unies et sa charte, et contre toute norme de décence dans une société civilisée.

13. La Turquie a violé toute norme acceptée du droit international et toute norme acceptée de conduite internationale. Sa conduite méprisante et son mépris total des principes fondamentaux et des dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies sont peut-être sans précédent.

14. Dans sa résolution 353 (1974) du 20 juillet, le Conseil de sécurité a prévu un cadre pour une solution pacifique du problème et a invité les parties intéressées à entreprendre des négociations. La Turquie a aussi accepté cette résolution. Cependant, elle ne l'a nullement respectée. Lors de la Conférence de Genève à laquelle ont participé le Royaume-Uni, la Grèce et la Turquie, en leur qualité de puissances garantes, et des représentants des Chypriotes grecs et des Chypriotes turcs, la Turquie a complètement ignoré la résolution du Conseil de sécurité. A Genève, la Turquie, en fait, n'a pas négocié, mais a clairement essayé d'imposer ses conditions par la force des armes. Etant donné que les troupes turques occupaient une grande partie du territoire chypriote, la Turquie, comptant sur sa supériorité militaire écrasante, s'est livrée à du chantage pour imposer ses conditions. Et lorsqu'une suspension de séance de 36 heures fut proposée pour permettre des consultations, la Turquie rejeta cette proposition; la Turquie qui, quelques heures après, entama la deuxième phase déjà prévue, et plus importante encore que la précédente, de son agression contre Chypre, élargissant considérablement la zone occupée. La Turquie violait ainsi le cessez-le-feu qu'elle avait elle-même accepté et signé à Genève le 30 juillet.

15. Il est très difficile de décrire, même en termes généraux, la tragédie et la destruction provoquées par l'agression turque. Les victimes de cette agression sont, proportionnellement parlant, plus élevées que le nombre des victimes de nombreuses années de guerre au Viet Nam.

16. Je ne saurais prédire où le drame de Chypre peut conduire si la communauté internationale ne met pas finalement un terme à cette agression et si l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre ne sont pas efficacement garanties. On ne doit en aucune circonstances tolérer l'acquisition de territoires par la force, de même que de tels actes ne peuvent conférer à celui qui les commet une place avantageuse dans les négociations, ou ailleurs. Un fait accompli découlant d'une opération militaire ne peut être accepté ni approuvé.

Si des actes de cette nature étaient acceptés ou tolérés dans le cas de Chypre, un précédent fort dangereux serait établi pour d'autres petits pays dont l'indépendance serait à la merci de leurs voisins plus puissants.

17. Je suis venu ici pour rechercher l'appui de la communauté internationale dans notre lutte pour sauver l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de Chypre. Je suis ici pour défendre la cause de la justice et de la liberté d'un petit pays, un Membre des Nations Unies. Je présente à cette assemblée l'agonie du peuple chypriote, qui veut que son pays survive dans la liberté et la dignité. Nous reconnaissons pleinement l'importance d'une compréhension plus large entre les grandes puissances afin d'améliorer les perspectives de solution des problèmes mondiaux conformément à la Charte. Cependant, nous estimons qu'il faut être sceptique quant au sort des petits pays dans la sphère de la politique de puissance. Il faut nous convaincre que la détente ne comporte pas d'éléments qui compromettent les intérêts, voire l'existence de pays plus petits.

18. Je n'essaie pas de fournir une interprétation quant aux causes profondes qui ont provoqué les événements récents à Chypre. Mais ce que je dois souligner, c'est que, quelle que soit la cause, quelle que soit la raison de ces événements, rien ne peut justifier l'agression turque. La question dont nous sommes saisis est simple : est-ce que le sort, l'existence même de petits pays, doit être décidé par la diplomatie de la canonnière, par l'emploi de la force, par la destruction, par l'exil d'un peuple de ses foyers ancestraux, sans que les Nations Unies soient en mesure d'agir ? Tel est le problème de Chypre d'aujourd'hui. Il n'est que naturel pour le peuple qui souffre de se demander pourquoi nous avons fondé nos espérances sur les Nations Unies et les règles du droit international, de même que sur les préceptes de la moralité internationale que les Nations Unies représentent.

19. Ma position quant à la solution du problème de Chypre est qu'elle doit reposer sur l'application des dispositions de la Charte et des résolutions des Nations Unies. A ce propos, j'aimerais souligner que toute négociation sur le problème devra avoir lieu dans le cadre d'une conférence internationale plus large que celle de Genève. Nous considérons la proposition tendant à réunir une conférence internationale dans le cadre des Nations Unies comme constructive et, de ce fait, acceptable pour nous. Cependant, certaines conditions préalables sont essentielles et devront être remplies avant que ne commencent les négociations. Il n'est pas possible d'avoir de libres négociations en vue d'une solution raisonnable du problème tant que le territoire de Chypre continue d'être occupé par des forces militaires étrangères et que le tiers de sa population est composé de réfugiés expulsés par la force de leurs foyers et de leurs terres. Le retour des réfugiés est, du point de vue humanitaire comme du point de vue politique, un préalable fondamental.

20. La Turquie a déclaré à maintes reprises qu'elle n'avait pas l'intention d'abolir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de Chypre. Mais tout en exprimant cela en paroles, elle accomplit l'opposé par ses actes, à moins que son interprétation des termes et des notions ne diffère des accep-

tations généralement acceptées. La Turquie a envahi Chypre, prétendant y rétablir l'ordre constitutionnel, autrement dit l'application de la Constitution de 1960. C'est cette constitution que la Turquie a garantie, de concert avec la Grèce et le Royaume-Uni. Bien que cette constitution accorde de nombreux privilèges à la communauté chypriote turque, au point que certaines de ses dispositions nuisent au fonctionnement harmonieux de l'Etat, nous l'acceptons néanmoins telle qu'elle existe. Aucune modification ne saurait être faite sans le consentement de tous les intéressés. Ce qui est étrange, c'est que la Turquie viole la Constitution même qui, à ce qu'elle prétend, lui a donné le droit d'intervenir. Il est évident que l'invasion turque n'avait pas pour but de rétablir l'ordre constitutionnel tel que prévu par la Constitution de 1960, mais plutôt de mettre en œuvre ses plans de partage en violation de cette constitution.

21. A la Conférence de Genève, la Turquie a précisé que son objectif était une fédération fondée sur une division géographique. A cette fin, elle a essayé de créer, par ses opérations militaires dévastatrices, les conditions géographiques préalables d'une telle fédération qui n'ont jamais existé à Chypre. A cette fin, la Turquie a chassé de la zone occupée la population chypriote grecque, afin de pouvoir y transférer et y installer les populations turques, déplaçant celles-ci de leurs foyers dans les diverses parties de l'île. Une telle fédération est non seulement artificielle, mais également inhumaine. Elle entraîne le transfert d'environ la moitié de la population de Chypre. Il faut déplacer environ 200 000 Chypriotes grecs et près de 70 000 Chypriotes turcs de leurs foyers et de leurs terres. Je suis convaincu que non seulement les Chypriotes grecs, mais également la grande majorité des Chypriotes turcs n'éprouveront aucun plaisir à abandonner leurs foyers, et à être transférés dans d'autres régions. A quelle fin peut servir un acte aussi inhumain ? L'autonomie et la sécurité de la communauté chypriote turque, ainsi que le prétend la Turquie ? Ces protestations et ces prétentions ne sont rien d'autre que des prétextes destinés à servir les visées expansionnistes de la Turquie; elles rappellent étrangement les protestations et les prétentions d'Hitler lorsqu'il se proposait d'envahir la Tchécoslovaquie. Elles nous remettent également en mémoire les méthodes auxquelles eut recours la Turquie pour annexer Alexandrette. L'autonomie et la sécurité de la petite minorité chypriote turque, qui représente 18 p. 100 de l'ensemble de la population, ne peut, en aucune manière, justifier une fédération géographique qui signifierait pratiquement le partage de Chypre.

22. La Turquie a déclaré que son objectif n'était pas le partage et que son intervention militaire ne visait pas ce but. Pourtant, cet objectif de partage, nourri depuis fort longtemps, a été maintes fois révélé au cours des années. En une précédente occasion, alors que la Turquie s'appêtait à envahir Chypre, le président Johnson, dans une lettre adressée le 5 juin 1964 au premier ministre Inonu, déclarait :

"... Je dois cependant attirer votre attention sur notre entente, à savoir que l'intervention prévue par la Turquie aurait pour but d'effectuer une certaine forme de partage de l'île, solution qui est précisément exclue par le Traité de garantie."

23. L'attitude de la Turquie sur cette question ressort également de la déclaration faite le 8 septembre de la même année, devant l'Assemblée nationale turque, par le premier ministre Inonu, qui s'exprimait en ces termes : "Officiellement, nous avons favorisé la notion de fédération plutôt que la thèse de partage, et ce afin de rester dans les termes des dispositions du Traité."

24. Ces citations confirment encore la nature tactique de l'emploi de l'expression fédération en tant que camouflage officiel du partage auquel on songe.

25. Il n'y a aucun doute que la fédération géographique vise à conduire et conduira inévitablement au partage de l'île et, en conséquence, à une double annexion, une partie revenant à la Turquie et l'autre à la Grèce. Ce sera la fin de Chypre en tant qu'Etat indépendant. Une telle évolution serait peut-être envisagée favorablement par certaines puissances au vu de leurs intérêts propres. Chypre, étant donné l'importance de sa position stratégique, a été malheureusement souvent victime des intérêts étrangers.

26. Aucun argument ne peut être invoqué pour justifier l'exigence de la Turquie pour une fédération géographique qui non seulement serait inhumaine, mais également signifierait une modification de l'identité de Chypre. Mais quelle devrait être la réponse si la Turquie insistait pour une fédération géographique et l'imposait par la force, grâce à sa supériorité militaire ? Certains qui se prétendent réalistes peuvent nous conseiller de recourir à la négociation, sur la base de la fédération géographique, arguant que, dans ce cas, la Turquie pourrait faire preuve d'une certaine souplesse quant aux dimensions de la zone qui serait placée sous contrôle turc. On a dit que cette zone occupée d'environ 40 p. 100 pourrait être réduite à une dimension ne dépassant pas 30 p. 100. Je ne pense pas qu'il m'appartienne d'exprimer une quelconque reconnaissance devant une telle générosité de la part des Turcs ! En aucune circonstance nous ne négocierons pour légaliser la violation des principes les plus fondamentaux du droit international et des droits de l'homme. En aucune circonstance nous n'accepterons de légaliser un fait accompli, quel qu'il soit. Certains peuvent prétendre que si nous n'acceptons pas la fédération géographique, il y a le danger que la Turquie puisse tenter d'occuper le reste de l'île. En vérité, il est très facile pour la Turquie de conquérir Chypre. Cependant, ce danger ne nous contraindra pas à accepter la légalisation des faits accomplis. Ce qui est injuste et immoral, tel que l'expulsion des populations, ne saurait être considéré comme légal. Le fait de signer un accord ne peut rendre juste et moral ce qui est injuste et immoral.

27. Le problème de Chypre peut sembler complexe, mais, en fait, il est très simple. C'est le cas d'un petit pays, Membre des Nations Unies, dont la survie et l'existence mêmes sont en jeu. Cela soulève un cas d'espèce et constitue une épreuve pour les Nations Unies. Nous ne sommes pas seulement les seuls qui attendons anxieusement de voir ce que peut faire l'Organisation et comment elle peut être efficace pour protéger l'un de ses petits Etats Membres. Je suis convaincu que beaucoup d'autres pays attendront la réponse avec la même anxiété. Il est inconcevable que

les Nations Unies, qui représentent la conscience de l'humanité, puissent tolérer qu'un agresseur applique la loi de la jungle et crée, par la force brutale, des faits accomplis. Si les faits accomplis résultant de l'agression turque devaient être acceptés ou approuvés, les conséquences d'un tel état de choses ne se limiteraient pas à Chypre. L'avenir de Chypre est étroitement lié à l'évolution future dans cette région explosive du Moyen-Orient et tout l'ensemble de la zone méditerranéenne. Si Chypre n'était pas un pays non aligné, nous aurions peut-être eu des alliés qui auraient pris notre défense. Mais le fait que nous ne sommes pas alignés ne devrait pas faire de nous la victime d'une puissance, membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui, pour attaquer Chypre, a eu illégalement recours aux armes qui lui avaient été fournies pour sa propre défense.

28. Le cas de Chypre constitue une épreuve pour le non-alignement et, au-delà, pour les Nations Unies. Si les Nations Unies ne parviennent pas à faire respecter par la Turquie les dispositions de la Charte et de leurs résolutions, la foi des petits pays dans les Nations Unies sera gravement ébranlée. Il faut absolument que les troupes turques et, en fait toutes les troupes étrangères, soient retirées de Chypre. Le moment est venu pour les Nations Unies d'agir. Il est absolument nécessaire, non seulement pour Chypre, mais également pour les Nations Unies et pour l'humanité dans son ensemble, que cette organisation prenne des mesures décisives et efficaces, afin que l'unité et l'intégrité territoriales de Chypre en tant qu'Etat souverain et indépendant, Membre des Nations Unies, soient assurées et garanties.

29. Avant de conclure, j'aimerais saisir cette occasion pour exprimer au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, notre reconnaissance pour l'attention constante qu'il donne au problème de Chypre, pour ses efforts inlassables en vue de créer des conditions de paix dans cette île et pour sa contribution à une solution juste, conforme aux principes de la Charte. J'aimerais également exprimer notre profonde reconnaissance à son représentant spécial à Chypre, M. Weckmann-Muñoz, ainsi qu'au prédécesseur de celui-ci, M. Osorio-Tafall, pour leur travail constructif et patient dans l'île. Nos remerciements vont également aux collaborateurs et assistants du Secrétaire général, M. Guyer et M. Urquhart.

30. Je manquerais à mes devoirs si je ne disais pas combien nous apprécions la façon exemplaire dont la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) s'acquitte de ses responsabilités en présence des obstacles dressés sur sa route et nous rendons hommage à son compétent commandant, le général Chand, et aux officiers et hommes sous ses ordres. En ce moment, c'est avec tristesse et reconnaissance que nous pensons aux hommes de l'UNFICYP qui, au service de la paix, ont perdu la vie à Chypre. Enfin, nous remercions chaleureusement les pays dont les contributions si précieuses en contingents militaires et en fonds bénévoles ont permis à l'UNFICYP de fonctionner à Chypre.

31. Le PRÉSIDENT : Au nom de l'Assemblée, je remercie le Président de la République de Chypre pour l'important discours qu'il vient de prononcer.



## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

## Discussion générale (suite)

32. M. DENNIS (Libéria) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je suis très heureux de vous présenter, au nom du Gouvernement du Libéria, les plus chaleureuses félicitations pour votre élection unanime à la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Depuis bien des années, vous avez fait preuve d'une grande acuité diplomatique, d'un dévouement sans fléchissement non seulement à la cause de la paix internationale et de la compréhension globale, mais aussi à notre organisation mondiale, les Nations Unies, et cela en votre qualité de ministre des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire. Je vous prie d'accepter nos vœux les meilleurs et soyez certain de notre coopération pleine et entière dans l'accomplissement de votre lourde responsabilité qui est de guider l'important travail de cette vingt-neuvième session.

33. Je voudrais aussi exprimer notre très réelle reconnaissance à votre prédécesseur, M. Leopoldo Benites, de l'Equateur, qui a présidé avec sérénité et sagesse tant aux travaux de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale qu'à ceux de l'historique sixième session extraordinaire.

34. Chose intéressante, il y a un peu plus d'un an, le 24 septembre 1973, le vaillant peuple de la Guinée-Bissau déclarait l'indépendance et la souveraineté de son pays, ayant libéré la plus grande partie de son territoire national. Aujourd'hui, cette population a gagné la bataille qu'elle avait menée contre vents et marées pour accéder à l'indépendance et libérer chaque pouce de la patrie d'un colonialisme d'oppression. La République de Guinée-Bissau est devenue aujourd'hui Membre des Nations Unies. Le Libéria, une fois encore, se félicite de la venue de cet Etat africain frère en cette instance mondiale et célèbre avec cette nation la liberté durement gagnée de son peuple de jouir de la libre détermination et de l'indépendance nationale après tant d'années de lutte difficile et d'abnégation.

35. Il y a plus de 127 ans, le 26 juillet 1847, le peuple de la République du Libéria déclarait l'indépendance nationale. Depuis lors, inspirée par une extraordinaire détermination, la population a maintenu l'indépendance du Libéria, malgré de nombreuses menaces et des actes d'agression de la part de puissances étrangères aux yeux de qui un Etat africain indépendant était absolument inacceptable. La population a tout enduré : les moqueries, les injures, les mensonges fabriqués de toutes pièces pour jeter le discrédit sur cette nation et montrer que les Africains étaient incapables de se gouverner eux-mêmes. En raison de cette expérience historique, le Libéria attache la plus grande importance à la lutte contre le colonialisme et le règne de minorités, où que ce soit, et plus particulièrement sur le continent africain. C'est le Gouvernement du Libéria, par son représentant au Conseil de sécurité, qui, en février 1961, a, le premier, porté à l'attention de cette organisation la déplorable situation dans les territoires portugais<sup>2</sup>. Nous sommes donc particulièrement satisfaits que la République de Guinée-Bissau soit devenue Membre

des Nations Unies et nous pouvons attendre maintenant non sans joie l'indépendance du Mozambique et son entrée dans l'Organisation mondiale au cours de l'année qui vient.

36. Nous sommes certains que le Gouvernement portugais, conformément à l'attitude progressiste et à la bonne foi dont, déjà, il a fait preuve, poursuivra avec la plus grande diligence les efforts destinés à arriver à un arrangement acceptable avec les nationalistes africains en Angola afin que, dans les meilleurs délais, ce territoire bénéficie du droit à la libre détermination, à l'indépendance et à la souveraineté.

37. La décision du Portugal de mettre un terme à plusieurs siècles de domination portugaise en Afrique est avant tout une victoire pour les vaillants combattants de la liberté qui, en Guinée-Bissau, au Mozambique et en Angola n'ont jamais fléchi dans leur décision d'accéder à l'indépendance nationale et de forger leur propre destin national. Cela représente aussi une victoire pour le peuple portugais lui-même, car il se trouve ainsi libéré du fardeau de mener ce que le Ministre des affaires étrangères du Portugal a qualifié de "longue guerre inutile" [2239<sup>e</sup> séance, par. 102], une guerre qui a coûté tant de précieuses vies humaines. Cette attitude a acquis au Portugal le respect de la communauté mondiale.

38. La mentalité de ceux qui se félicitaient et appuyaient l'exploitation la plus criante d'un peuple par un autre, cette mentalité qui a créé le colonialisme et continue d'alimenter l'*apartheid* et d'autres régimes fondés sur des préjugés raciaux, doit absolument céder la place aux exigences d'un âge nouveau. Les peuples d'Afrique encore soumis à l'exploitation et aux traitements discriminatoires sont décidés à devenir libres, à jouir de la dignité humaine et à prendre la place qui leur revient dans leurs pays et dans notre monde. Cette volonté ne saurait être brisée. Nous nous sommes lancés sur une voie sans retour. L'*apartheid*, la domination étrangère minoritaire, que ce soit au Zimbabwe, en Namibie ou en Afrique du Sud même, ne saurait survivre longtemps. Le flambeau de la liberté a été porté au seuil même des oppresseurs les plus néfastes. Les doutes, l'inquiétude, ne sauraient manquer d'affecter la vie nationale de ces oppresseurs et, dans leur désespoir, il faut s'attendre à ce qu'ils prennent des mesures encore plus graves d'oppression et aient même recours à des violences plus grandes. Mais tout cela, en fin de compte, ne saurait changer l'inévitable : la majorité des habitants de ces pays joueront pleinement leur rôle dans les affaires politiques, économiques et sociales et en viendront à jouir de tous leurs droits de citoyens. Quelque excuse qu'on offre, quelque subterfuge qu'on emploie, la réalité est que le Gouvernement sud-africain et le régime illégal de Ian Smith maintiennent et étendent des systèmes destinés à augmenter le bien-être et à protéger les privilèges spéciaux d'une minorité tout en déniaient à la majorité africaine ses droits de l'homme fondamentaux, élémentaires et inaliénables.

39. Il est une autre voie que ce gouvernement pourrait suivre. Il pourrait faire ce qui est juste et bon. Il pourrait, en toute sécurité, se consacrer à la suppression totale du racisme, à l'établissement de nations multiraciales équitables où les droits de chacun seraient assurés, où les différences culturelles seraient

respectées et où les privilèges disparaîtraient. Agissant ainsi, ces gouvernements assureraient, pensons-nous, la paix et l'harmonie pour tous les peuples de ces pays. Ils contribueraient aussi à l'esprit de réconciliation, de coopération et de communauté d'objectifs qui commencent à prendre racine dans le monde. Sinon, la seule réponse se trouvera peut-être dans un plus grand recours aux luttes armées de la part des peuples africains en Afrique du Sud, en Namibie et au Zimbabwe.

40. Un tel cours d'événements serait fort regrettable pour mon gouvernement en raison des incalculables pertes de vies humaines qui en résulteraient, en raison aussi de la grave menace à la paix et à la sécurité internationales que présenterait une telle situation. Mais les habitants de ces régions en viendront peut-être à décider qu'ils n'ont point d'autre choix et, dans ce cas, les nations qui par leurs activités commerciales et leurs investissements, renforcent directement ou indirectement la position du Gouvernement sud-africain et du régime de Smith et durcissent leur attitude, auront alors à prendre leur entière part de responsabilité.

41. Hier [2248<sup>e</sup> séance], nous avons enregistré la décision adoptée par une majorité écrasante d'Etats Membres de l'Organisation qui ont repoussé les pouvoirs de la délégation de la minorité raciste du régime sud-africain et ont adopté par un vote presque unanime une résolution demandant au Conseil de sécurité d'examiner les rapports entre l'Organisation des Nations Unies et l'Afrique du Sud [résolution 3207 (XXIX)]. Il n'y a jamais eu une plus grande preuve de solidarité de la communauté internationale à l'encontre du mépris arrogant de l'Afrique du Sud pour toute exigence de morale, de dignité et de justice, comme aussi pour les principes de la Charte, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation internationale.

42. Le Libéria pense que, parce que l'Afrique du Sud a été intransigeante dans sa politique néfaste, raciste et répressive, et est demeurée sourde aux nombreuses condamnations de cette politique par la communauté internationale, c'est elle qui suscite maintenant les doutes les plus sérieux quant à son droit de demeurer Membre des Nations Unies.

43. La lutte pour l'indépendance nationale, dans les récentes décennies, a marqué des progrès extraordinaires, encore que, malheureusement, ces progrès n'aient pas abouti à un succès total. Pourtant, on accepte aujourd'hui presque universellement le principe que chaque peuple a un droit inaliénable à la liberté politique, à la libre détermination et à l'indépendance. Cependant, l'expérience des années récentes démontre que ces droits acquis n'ont pas un sens absolu, à moins que tous les peuples ne bénéficient des libertés que permet le progrès économique et qui consistent à n'avoir pas faim, à être à l'abri des maladies, de l'ignorance et de la pauvreté. Nombre de représentants ont déjà évoqué ces questions ici.

44. A la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières et le développement, qui a eu lieu en avril dernier et à laquelle le Président du Libéria attachait tant d'importance qu'il y a participé lui-même, ces questions ont

été discutées très à fond. Le président Tolbert a dit alors :

“Si cette session extraordinaire n'entraîne que le même genre de réponse que celles qui se sont dégagées au cours de réunions précédentes ou que celles qui s'arrêtent à des “déclarations sur papier”, je ne pense pas qu'alors l'effort que nous faisons de nous réunir aura valu la peine. Mais si cette assemblée devait examiner de façon concrète les problèmes pressants d'un développement global organisé aujourd'hui, alors, en tant que nations participantes, nous devons tous être déterminés à élever et remodeler ce processus qui est nécessaire pour traduire en réalité la volonté collective d'accueillir commodément<sup>3</sup>.”

45. Pourtant, nous n'avons pas vu prendre de mesures efficaces pour appliquer les décisions et nombre de nations industrialisées ont fait part de leur mécontentement à l'égard des divers aspects de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3201 (S-VI)] et du Programme d'action y relatif [résolution 3202 (S-VI)]. Le dialogue historique qui s'est amorcé alors doit se poursuivre avec une vigueur plus grande et s'inspirer d'une claire compréhension des objectifs que nous souhaitons atteindre. Des efforts doivent être entrepris pour faire aboutir dans la réalité les grands objectifs que nous exprimions alors. Un secours d'urgence est nécessaire à titre prioritaire, bien sûr, pour les nations en développement qui souffrent le plus de la crise économique actuelle; mais, en dernière analyse, des changements fondamentaux dans la structure des régimes actuels du commerce, de la monnaie et des investissements doivent s'imposer. Une nouvelle et soigneuse étude des moyens permettant de concilier de façon équitable les intérêts des pays en développement et des pays développés, des consommateurs et des producteurs, des nations riches et des nations pauvres, doit être entreprise. Des formules mutuellement acceptables pouvant faciliter et développer sur une large échelle le flot de capitaux et de connaissances techniques et le diriger vers les pays en développement, doivent être conçues.

46. Dans notre effort commun pour assurer une vie meilleure à toute la famille humaine, il est nécessaire de regarder au-delà d'un intérêt national étroit et à court terme. En dernière analyse, le progrès et le bien-être d'une nation, quelle qu'elle soit, dépend de la possibilité pour toutes les nations de prospérer. Un monde qui continue d'être aussi nettement divisé entre les riches et les pauvres ne saurait demeurer longtemps un monde pacifique. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est un engagement ferme et commun de nous occuper des problèmes que connaît le monde d'aujourd'hui et de ceux qui nous attendent. Pour éviter un désastre, nous devons éviter la vaine rhétorique et les échanges stériles destinés à répartir les blâmes, à châtier ou à justifier. Le Libéria s'intéresse plutôt à l'énoncé de principes directeurs et de plans grâce auxquels la qualité de la vie humaine dans notre monde unique, pourrait être améliorée. Le Libéria souhaite voir les seules paroles remplacées par des actes, il souhaite voir les simples expressions d'inquiétude remplacées par des propositions mûrement étudiées. La plupart d'entre nous doivent être déterminés à se lancer sur la nouvelle voie qu'exigent

les circonstances et à s'engager, avant qu'il soit trop tard, dans la construction d'un ordre mondial plus équitable.

47. Au cours de la session extraordinaire, le Président du Libéria a dit encore :

“Nous vivons dans un monde interdépendant; il est donc important de faire une distinction entre l'intérêt personnel et l'intérêt égoïste. L'intérêt égoïste soutient la possibilité d'exiger réparation d'injustices passées et de chercher réparation pour exploitation passée. Mais il risque de vouloir l'amélioration d'une partie, tout en oubliant le bien-être de l'ensemble. De même, le nationalisme peut être une force pour le bien de notre monde unique, si l'on garde une vision claire de notre communauté d'intérêts, si ses objectifs globaux sont définis dans une synthèse de concepts et de compromis, si ces efforts sont déployés dans le sens d'un rassemblement des ressources, dans la recherche véritable de la paix et de la liberté, de la sécurité et de la justice<sup>4</sup>.”

Sommes-nous vraiment et toujours conscients de cette importante communauté d'intérêts ? Pouvons-nous maintenant nous engager dans une synthèse harmonieuse de concepts ? Mettrons-nous un jour nos ressources en commun pour le bien de tous ?

48. Pour la première fois peut-être dans l'histoire, les problèmes nationaux sont dans la plupart des cas des problèmes mondiaux. Les difficultés principales que connaissent les nations aujourd'hui n'ont plus de solution possible dans l'isolement. Il faut des efforts globaux. La croissance économique et le développement, l'accroissement démographique de notre monde, notre inquiétude devant les dommages irréparables causés au milieu humain, la disponibilité et le prix des matières premières, l'extension à tous des bienfaits de la technique, le dilemme d'une inflation en spirale et le besoin urgent d'assurer suffisamment de ressources en énergie et en aliments sont autant de problèmes qui exigent des solutions collectives. Je dirai plus, ils sont étroitement enchevêtrés. Il est navrant pourtant qu'en dépit d'une conscience toujours plus grande de l'interdépendance de notre monde et de la nécessité de mettre au point un plan d'action commun pour résoudre ces problèmes difficiles, on n'ait pu faire encore que si peu de chose.

49. Beaucoup de pays en développement demeurent enfermés dans un système mondial qui fait d'eux essentiellement de simples producteurs de matières premières dans un ordre commercial mondial où les prix sont en chute et où ils n'ont sur eux aucun contrôle. L'augmentation des prix des ressources énergétiques et d'autres éléments d'importation nécessaires au développement et, dans certains cas, nécessaires à une simple subsistance, n'a pu être freinée. Si certaines nations peuvent, dans une plus ou moins grande mesure, compenser les frais plus élevés de certaines importations grâce à des majorations des prix des exportations et, dans certains cas, grâce à une production interne accrue, la plupart des pays en développement ne peuvent faire ni l'un ni l'autre. Tous les maux inhérents aux pénuries et aux augmentations des prix retombent sur les pays en développement. Nous allons au devant d'un désastre économique, à moins que l'on ne puisse prendre des mesures efficaces et urgentes à une échelle suffisamment massive.

50. Récemment, en dépit de l'engagement quasi universel de choisir la coopération plutôt que l'affrontement, en dépit des fréquentes exhortations adressées aux associations de producteurs par certains milieux, en dépit de l'appel lancé en vue de l'instauration d'un système rationnel de répartition des biens et des services conformes aux exigences accrues des peuples du monde et de la disponibilité de ces produits, nous n'avons encore constaté aucune manifestation tangible d'une volonté internationale décidée à agir plutôt que de se limiter à des platitudes, à des déclarations et à des résolutions.

51. Est-ce naïveté que de s'attendre à ce que les nations riches et puissantes fassent beaucoup plus que ce qu'elles ont fait, et qui, par ailleurs, a parfois été utile encore que fort insuffisant ? Nous avons donc été fort heureux d'entendre le Président des Etats-Unis, Gerald R. Ford, déclarer en cette assemblée [2234<sup>e</sup> séance] que son gouvernement augmenterait, plutôt qu'il ne la réduirait, l'aide alimentaire et agricole qu'il accorde à d'autres pays. Nous saluons également l'esprit de coopération dont il a fait preuve en lançant un appel à toutes les nations pour qu'elles relèvent les défis lancés à la communauté internationale. Au vrai, il est encourageant que ce thème ait été repris plusieurs fois dans cette salle par de nombreux représentants. Ainsi, nous voyons comment nous devons agir; nous devons faire preuve maintenant du courage nécessaire et de la volonté de passer à l'action. Et c'est la responsabilité des nations qui sont en mesure de le faire que d'en prendre l'initiative.

52. Un autre souci, lié à celui-ci, marque notre discussion : la question de la paix dans le monde, d'une paix durable, véritable et juste sans laquelle rien ne peut être fait, sans laquelle l'existence même de l'humanité courrait le plus grand danger. Aussi avons-nous tous été heureux et soulagés de constater qu'un esprit d'accommodement et de détente existait entre les principales puissances mondiales. Aucune cause, aucun sens de l'intérêt national, aucune différence de croyance idéologique ne devrait pouvoir troubler ce processus. Bien plutôt, à l'ère des armes nucléaires, ce qu'il faut avant tout, c'est la paix et la coopération. Nous avons l'espoir que l'évolution récente de la situation permettra de réduire les armements et, en fin de compte, de parvenir au désarmement complet. A notre avis, la sécurité que l'on doit aux seules forces armées ou à la suprématie militaire ou idéologique est de plus en plus illusoire. En fait, l'expansion continue et la dissémination des armes nucléaires compromettent la paix et menacent la sécurité. Qui plus est, les sommes énormes consacrées aux arsenaux pourraient être utilisées dans des buts pacifiques comme la recherche technique et l'assistance au développement. Voilà pourquoi le Libéria a appuyé l'an dernier la proposition de l'Union soviétique tendant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des grandes puissances, un certain pourcentage des économies ainsi réalisées étant consacré aux besoins en développement des pays du tiers monde<sup>5</sup>. C'est également pour ces raisons, et à cause aussi de la menace évidente que de telles armes font peser sur l'environnement et du danger accru qu'elles représentent pour l'humanité, que le Libéria appuie la proposition présentée cette année par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, Andrei Gromyko, et

intitulée "Interdiction d'agir sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres incompatibles avec le maintien de la sécurité internationale, le bien-être et la santé de l'être humain" [A/9702].

53. Le Libéria appuiera toujours le droit souverain de toute nation à une existence sûre, et il réprouvera toujours le recours à la force d'agression de la part de n'importe quel Etat ou l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. En tant que nation africaine, nous sommes avant tout en faveur d'une plus grande coopération et d'une plus grande unité sur notre continent. Nous croyons que, par la discussion, il est possible de résoudre les problèmes et que les forces vives de toutes les nations africaines peuvent être mobilisées pour le bien commun de tous les peuples d'Afrique et du monde. Nous continuerons donc d'attacher la plus grande importance à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et à tous les efforts tentés pour favoriser, sur le plan bilatéral, régional et continental, la coopération et la coordination économiques entre les Etats africains.

54. Le Libéria, par ailleurs, croit aux principes fondamentaux du non-alignement et continuera de jouer un rôle actif dans la poursuite des objectifs du mouvement des nations non alignées.

55. Le Libéria réaffirme qu'il respecte et appuie les nobles buts et idéaux de la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi il pense que certaines des dispositions de la Charte devraient être revues compte tenu des réalités de l'heure.

56. Malgré une tendance généralement favorable des événements dans la politique internationale et une détente accrue entre les grandes puissances, il est fort regrettable que la paix, la sécurité et la stabilité interne des petits Etats demeurent troublées par des Etats plus puissants. Pour avoir un sens réel, la détente et le climat d'accommodement doivent se manifester dans les relations entre tous les Etats, grands ou petits. Le cas de Chypre, si éloquemment présenté il y a quelques instants à cette tribune par Sa Béatitudo l'archevêque Makarios, président de la République chypriote, est un navrant exemple de l'imperfection du système international. Le Secrétaire d'Etat Kissinger des Etats-Unis, a dit que "tolérer les conflits locaux est une incitation à l'holocauste mondial." [2238<sup>e</sup> séance, par. 46.] Mais ce n'est là qu'un aspect du problème. Il y en a un autre : qu'un conflit donné reste ou ne reste pas localisé, les populations de la région subissent les horreurs, les drames et la dévastation de la guerre. En outre, en pareil cas, les principes sacrés de la solution pacifique des différends et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats sont foulés au pied. Or, il s'agit de principes fermes et immuables, indispensables dans une société mondiale ordonnée et juste. Toutes les nations doivent les observer et les respecter, sinon aucune nation ne sera en sécurité. J'espère donc que le peuple chypriote aura la possibilité de résoudre dans la paix et sans ingérence indue les difficultés auxquelles il se heurte.

57. Les accords de cessez-le-feu et de dégagement au Moyen-Orient constituent un très heureux commencement. Je rends hommage au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, pour ses initiatives diplomatiques inlassables et très efficaces. Le rôle

des Nations Unies et, en particulier, celui du Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, qui a sans cesse fait preuve de son dévouement total à la cause de la paix et aux idéaux de l'Organisation, méritent nos plus hautes louanges. Cependant, des dangers subsistent. Des parties des territoires arabes sont encore sous l'occupation de forces israéliennes; mais nous croyons avec ferveur qu'une paix juste et durable pourra être obtenue si l'on fait preuve de patience, de détermination et de bonne foi. Une telle paix ne peut être garantie que par le retrait complet d'Israël des territoires arabes qu'il occupe illégalement et par un ferme engagement, de la part de tous les intéressés, de respecter le droit légitime de toutes les nations de cette région à une existence nationale sûre, à l'intérieur de frontières clairement définies et acceptables. Cependant, une paix véritable ne sera possible que si les aspirations du peuple palestinien et la reconnaissance de ses droits légitimes sont pleinement pris en considération. Nous pensons aussi que la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, à Genève, devrait reprendre ses travaux aussitôt que possible et que les Palestiniens devraient y être représentés. Ce sont là des questions complexes qu'il faudra étudier et discuter avec soin en cette instance, car le sort du Moyen-Orient est sans nul doute de la plus grande importance pour la paix et la sécurité de notre monde.

58. L'espoir que les ressources du fond des mers et des océans deviendront réellement patrimoine commun de l'humanité, et qu'une juste détermination sera faite des droits nationaux en ce qui concerne les eaux territoriales et la zone économique exclusive, a trouvé son expression dans la troisième et importante Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui s'est tenue à Caracas l'été dernier. En dépit des résultats, qui sont un peu en deçà du succès, cet espoir restera vain si à Genève, en mars prochain, le compromis et la conciliation ne l'emportent pas. Nous perdrons alors une occasion unique de lancer le monde sur la voie de la justice et de la paix dans un domaine d'importance vitale.

59. Nous sommes parvenus à une croisée des chemins. La voie à suivre, si nous voulons assurer un avenir de paix, d'abondance, de fraternité et de compréhension, se révèle clairement. Nous devons, en cette heure importante, traduire les idéaux longtemps exprimés par tant d'entre nous en réalité concrète. Si nous ne le faisons pas, il est évident que cette excellente terre qui nous appartient à tous sera aux prises avec des difficultés insurmontables. Dans de telles conditions, la paix entre les nations n'aura, au mieux, aucun sens et, au pis, sera virtuellement impossible à obtenir tandis que chaque nation s'efforcera d'assurer sa propre survie. Notre tâche sacrée, en tant que membres de la famille humaine et représentants de la communauté des nations existant dans un monde unique, doit être la coopération marquée par un objectif commun et une conscience aiguë de la fragilité de l'existence humaine, alors qu'il s'agit de construire un ordre mondial juste et rationnel, dans lequel tous les peuples puissent jouir d'une vie de large liberté, à l'abri de ravages de la maladie, de la violence, de la guerre, de la faim, de l'oppression écrasante, de la haine, des préjugés, de la pauvreté extrême et du besoin.



60. Je crois que nous, membres de cette communauté mondiale, sommes capables d'atteindre ces objectifs. Reconnaissons donc l'interdépendance de notre monde; évitons soigneusement les pièges qui pourraient se trouver devant nous et, avec conviction, prévoyance, force et courage, engageons-nous complètement, en cette session et dans les années à venir, à l'égard de la tâche noble, mais ardue, qui consiste à créer un nouvel âge progressiste pour l'humanité tout entière et à jamais.

61. Mme McINTYRE (Grenade) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je tiens d'emblée à vous renouveler les félicitations qui vous ont été adressées par mon premier ministre lorsqu'il a pris la parole dans cette assemblée lors de la séance inaugurale [2233<sup>e</sup> séance]. Ma délégation est devenue très consciente de la haute estime que l'on vous témoigne, et nous comptons sur vos grandes capacités pour diriger les travaux de la présente session. A notre avis, il s'agit là d'une nouvelle orientation dans les affaires des Nations Unies.

62. Dans ce contexte, permettez-moi d'exprimer également nos félicitations les plus sincères et les plus chaleureuses aux deux nouveaux Membres de l'Organisation, le Bangladesh et la Guinée-Bissau. Nous entendons coopérer avec eux dans un esprit fraternel, dans le cadre de cette organisation.

63. J'aimerais maintenant vous demander l'autorisation, Monsieur le Président, d'exprimer au Secrétaire général, M. Waldheim, les remerciements de mon gouvernement et de ma délégation pour le dévouement dont il a fait preuve en travaillant inlassablement pour la cause de la paix et l'accomplissement des objectifs de la Charte. Nous sommes très heureux d'avoir une personne de son envergure, qui s'acquitte avec talent de ce rôle à une époque où la grande valeur, qu'il s'agisse d'individus ou de nations, nous fait cruellement défaut.

64. J'aimerais aussi adresser les remerciements sincères de mon pays à tous les représentants qui, au cours de cette session, ont exprimé d'aimables souhaits de bienvenue à la Grenade. Mon pays se souviendra toujours de la chaleur de leurs vœux; aussi répondons-nous très cordialement à ces manifestations d'amitié. Je saisirai également cette occasion pour dire nos remerciements aux autres nations qui ont manifesté leur amitié à la Grenade.

65. Puis-je aussi exprimer nos sincères condoléances et notre sympathie au Gouvernement et au peuple du Honduras, par l'entremise de la délégation de ce pays, à la suite de la catastrophe naturelle qui s'est abattue sur lui lors d'un récent cyclone ? Aux yeux de ma délégation, le mot "cyclone" identifie l'une des nombreuses catastrophes naturelles en présence desquelles nous nous trouvons aujourd'hui, et qui frappent la région des Antilles et de l'Amérique centrale. La Grenade ayant subi, en 1955, l'un des cyclones les plus dévastateurs de l'histoire, ma délégation, mon gouvernement et le peuple de la Grenade comprennent pleinement et de la façon la plus réaliste la gravité incommensurable de la tragédie qui a fondu sur le peuple et la terre du Honduras.

66. Sur cette question si importante des catastrophes naturelles, ma délégation constate avec un intérêt particulier l'inscription à l'ordre du jour de la

vingt-neuvième session d'une question relative à l'aide à apporter aux pays victimes de catastrophes naturelles [*point 60*] et nous attendons des actes plus significatifs et efficaces, à l'échelon international, pour apporter une assistance pratique aux pays et aux peuples qui, de temps à autre, sont les victimes sans défense des ravages de tels désastres.

67. L'interdépendance de toutes les nations, grandes et petites, s'est révélée être le caractère primordial des relations internationales dans cette période du xx<sup>e</sup> siècle. On ne cesse de parler d'un nouvel ordre mondial qui assurera aux nations et aux peuples une répartition plus équitable des ressources globales pour faire face et répondre aux besoins de l'avenir. Des priorités ont été établies et de nombreuses réunions et conférences fructueuses des Nations Unies ont longuement délibéré sur le même thème de l'interdépendance des peuples, dont la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la Conférence mondiale sur la population, la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et la prochaine Conférence mondiale de l'alimentation qui se tiendra à Rome en novembre. Ce qui sous-tend ces travaux considérables et d'autres réunions historiques est ce lien commun qui, tel un fil d'or, traverse leurs ordres du jour.

68. Sous des formes différentes et avec des résultats divers, nous apprenons la même leçon, à savoir que nous sommes un seul peuple et que nous sommes les habitants du "village global" de Buckminster Fuller. Nous devons travailler de concert ou périr par suite de la désunion et de l'absence de vision commune. La Grenade pense que le succès avec lequel l'Organisation saura résoudre les grandes questions du jour, économiques, politiques et sociales, dépendra pour beaucoup de l'atmosphère qui prévaudra dans les relations internationales.

69. Si, au cours des quelques années à venir, nous devons méconnaître ce facteur vital, ou par suite de myopie politique ne pas le développer de façon appropriée, le monde entier souffrirait.

70. Le Premier Ministre de la Grenade a déclaré récemment du haut de cette tribune, et je cite : "... La Grenade se présente aujourd'hui en tant que nation libre, en tant que nation engagée à servir la cause de la paix mondiale" [2233<sup>e</sup> séance, par. 299]. Ma délégation a l'intention d'appuyer les Nations Unies et de coopérer pleinement à leurs efforts en vue de réduire la tension internationale.

71. Celle-ci est due à l'insécurité internationale. La Grenade pense que l'insécurité internationale peut et doit être éliminée par le renouvellement de notre engagement à la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session [*résolution 2734 (XXV)*].

72. J'aimerais affirmer l'engagement total de mon gouvernement à l'égard de l'égalité raciale. En Grenade, notre peuple continue à vivre, comme nous l'avons fait au cours des dernières années, dans une fraternité harmonieuse, sans distinction de couleur, de race ou de religion. Par conséquent, nous avons donné à chaque aspect de notre vie nationale le sens de la solidarité et de la liberté. Mon gouvernement

estime que la justice raciale est l'une des conditions essentielles de la paix et du progrès international.

73. Dans ce contexte, je voudrais déclarer que mon gouvernement condamne les politiques de racisme dans toutes leurs formes et manifestations, et s'associe à l'appel lancé aux gouvernements qui mènent une telle politique, afin qu'ils mettent un terme à ces pratiques abominables.

74. La foi de mon gouvernement en l'égalité raciale est liée à sa politique d'égalité des sexes, politique que mon premier ministre, M. Eric Gairy, a exposée lors de sa déclaration devant cette assemblée. Il a dit :

"C'est également en raison de notre foi dans la sainteté de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, que nous avons inscrit dans notre constitution des dispositions garantissant l'égalité des droits entre les femmes et les hommes de notre pays, notamment du point de vue de la citoyenneté, établissant ainsi un précédent à l'égard de cet aspect de l'égalité humaine dans le commonwealth des nations." [2233<sup>e</sup> séance, par. 296].

75. Les femmes de la Grenade ont longtemps été l'ossature de notre société. Contrairement à certains pays développés, nous avons toujours joué pendant des générations le double rôle de mère nourricière et de chef de famille. En Grenade également les femmes jouissent de droits politiques égaux à ceux des hommes. Elles sont ministres du gouvernement, membres du Cabinet et membres actifs du Parlement. Et il est bien connu que la Grenade a été le premier pays de la communauté des nations à recommander une femme pour occuper le poste élevé de gouverneur. Je dois ajouter que les femmes jouent également un rôle très actif dans les affaires et dans les professions et que des organisations féminines travaillent intensivement à l'amélioration du statut des femmes en général.

76. Mon gouvernement reconnaît la contribution des femmes et leurs possibilités encore inemployées; il se consacre à l'élimination de toutes les coutumes, les lois, les attitudes et les pratiques qui établissent des discriminations envers les femmes, dans quelque société et dans quelque partie du monde que ce soit. Les femmes représentent plus de la moitié de notre société et, en ce qui concerne les ressources humaines, elles constituent un facteur important dans le progrès général de toutes les nations. Par conséquent, mon gouvernement estime que si on donne aux femmes la place qui leur revient dans la société, toutes les lois, les attitudes et les pratiques qui font obstacle à leur égalité doivent être immédiatement éliminées.

77. En ce qui concerne notre campagne continue pour assurer de façon effective le "pouvoir des femmes", je me permettrai de citer une déclaration récente du Secrétaire général, dans laquelle il a dit : "L'égalité des sexes est une condition nécessaire et préalable pour le développement social et économique, et c'est un stimulant pour la paix mondiale." Ceci reflète exactement notre sentiment et notre politique.

78. La proclamation de l'année 1975 Année internationale de la femme [résolution 3010 (XXVII)] a donné une incitation supplémentaire à mon gouvernement dans son désir de promouvoir l'égalité des sexes; nous l'appuyons totalement et nous voulons participer de façon significative aux programmes de l'Année.

79. Du fait de notre admission dans cette organisation internationale, nous nous sommes formellement engagés à respecter le droit dans tous les aspects de nos relations internationales. Dans le programme national gouvernemental de mon pays, le respect du droit sera le fondement même de notre politique, et ceci a été énoncé très clairement par notre premier ministre dans sa déclaration à l'Assemblée. Nous sommes fiers de cette tradition, et nous sommes très heureux de pouvoir saisir l'occasion historique qui nous est offerte, grâce à notre qualité de Membre des Nations Unies, d'établir nos relations internationales sur la base du respect du droit. C'est dans cet esprit et sur la base de ce préalable essentiel que nous entrons dans l'Organisation.

80. Il est tout à fait significatif que des nations nouvellement indépendantes, grandes ou petites, riches ou pauvres, cherchent à se joindre aux Nations Unies. La Grenade n'est pas une exception. Au cours des trois dernières décennies, nous avons suivi avec attention les progrès de cet organe universel, et nous sommes convaincus que les Nations Unies, embrassant tous les peuples et tous les pays, créent une véritable maison communautaire pour toute l'humanité. L'efficacité de l'Organisation réside justement dans l'appui unanime de ses membres et dans le degré de solidarité réalisé par le débat ouvert, la discussion franche et l'échange libre et démocratique. Il est important que la force de l'Organisation, inspirée par la force des principes consacrés dans la Charte, ne soit jamais sous-estimée ni sapée. Et, dans ce même esprit de solidarité, la Grenade offre de se consacrer de tout cœur au service et aux buts des Nations Unies, et nous ouvrons les bras à toutes les nations fraternelles en tant que membres de la communauté mondiale.

81. Les Membres des Nations Unies ont souvent évoqué l'universalité presque totale de l'Organisation. En fait, l'universalité des Etats Membres et leur bonne volonté politique sont les deux piliers des Nations Unies.

82. Comme je l'ai déjà dit, mon pays est heureux de faire partie de ce progrès rapide vers l'universalité des Nations Unies et, à ce propos, je lance aujourd'hui un appel à tous les pays pour réaffirmer leur volonté et accélérer leurs efforts pour aider à éliminer les derniers vestiges du colonialisme. C'est le système colonialiste, avec ses injustices et l'exploitation des populations autochtones, qui est responsable des maux des pays en développement au cours des quelques siècles passés. Le Gouvernement de la Grenade a toujours appuyé sans faillir le droit de tous les peuples à l'autodétermination et à la pleine indépendance.

83. Mon gouvernement qui, en février de cette année a obtenu la liberté et l'indépendance pour le peuple de la Grenade après des siècles de domination coloniale, appuie entièrement et approuve l'idée selon laquelle la paix et la sécurité internationales seront renforcées et maintenues par l'apparition d'un plus grand nombre de pays qui émergent de la domination coloniale dans l'arène de l'indépendance nationale. Nous souscrivons donc au respect de l'indépendance et de la souveraineté inhérente des Etats qui sont à la base même de la Charte des Nations Unies.

84. Etant donné le changement rapide dans la politique, l'économie et le domaine social, la notion du "choc du futur" se manifeste journalièrement, tant en ce qui concerne les nations que les individus. Les plus petits pays deviennent de plus en plus les victimes de cette évolution accélérée de la société moderne. Aujourd'hui, les frontières artificielles entre l'économie et la politique dans le monde s'estompent, et les lignes de démarcation qui restent sont finalement effacées par la crise énergétique, le manque d'équilibre dans l'offre et la demande d'aliments et la détente souvent précaire.

85. Nous avons reconnu le fait que l'indépendance politique, bien qu'elle constitue un jalon vital et nécessaire sur la voie longue et semée d'embûches vers l'autodétermination, n'est qu'un catalyseur dans le processus de l'indépendance nationale réelle. La viabilité économique, assortie de l'amélioration de la qualité de la vie, est le but que nous recherchons pour notre peuple et la génération future; c'est dans ce contexte que nous envisageons avec plaisir et avec impatience l'établissement du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adopté par l'Assemblée générale à sa récente sixième session extraordinaire, convoquée grâce à la vision positive et à l'initiative des pays non alignés et d'autres pays en développement. Il est manifeste que des mesures d'urgence doivent être adoptées rapidement pour maintenir l'élan de l'ordre économique nouveau proposé, qui doit être à l'avantage des pays en développement en particulier. Le moment est venu d'améliorer de façon concrète le sort des millions de personnes du tiers monde; il appartient maintenant à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale de saisir et d'utiliser cette occasion unique.

86. Nous avons noté avec intérêt la promesse du président Ford, des Etats-Unis d'Amérique, d'accorder une aide aux pays en développement dans les domaines où ils en ont le plus besoin. Nous avons foi en la sincérité du président Ford, et nous anticipons avec espoir l'application de ces propositions.

87. Tout en réalisant que nous avons atteint la pleine indépendance politique qui nous a permis de prendre ici la place qui nous revient de droit en tant que pays Membre, nous sommes très conscients, en tant que pays en développement, que notre but ultime est de contribuer de façon significative à la paix mondiale par l'indépendance économique. De nombreuses nations en développement sont encore à la merci des sociétés multinationales et victimes de la servitude économique à l'égard des pays développés en tant que fournisseurs de matières premières agricoles et marchés pour leurs produits manufacturés très chers.

88. Comme je l'ai dit, nous nous félicitons des résolutions adoptées récemment par la sixième session extraordinaire, qui pourraient être un point tournant dans les relations économiques entre les pays riches et les pays pauvres, et nous escomptons des actions positives de la part des Nations Unies et des pays plus développés pour réaliser des améliorations constructives et fondamentales à l'égard des pays en développement. Nous comptons également sur une assistance directe accrue pour exercer effectivement notre souveraineté sur nos ressources naturelles sur terre et dans la mer, et préserver et maintenir ainsi la souveraineté politique de notre peuple.

89. Nous affirmons la politique d'autarcie et économique de notre gouvernement, et nous voulons assurer nos propres besoins pour essayer de réaliser nos buts et objectifs nationaux. Cependant, ceci ne signifie pas que nous n'encouragerons pas les connaissances et le capital étranger. En fait, nous avons une atmosphère très saine pour les investissements à la Grenade et nous encourageons particulièrement les investissements étrangers dans le secteur privé. Nous espérons une répartition plus équitable des profits et un programme de formation qui permettra à notre peuple d'occuper des postes de gestion aux côtés des étrangers.

90. En tant que nation des Antilles, nous appuierons toutes nos institutions régionales dans leurs politiques économiques et fiscales et, en même temps, nous voulons établir des relations avec des institutions monétaires internationales pour trouver la façon réaliste qui permettra d'assurer la croissance économique viable de notre pays.

91. Dans les années 1970 et au-delà, nous envisageons une coopération économique plus poussée avec nos voisins d'Amérique latine et avec nos frères africains, et une plus grande interdépendance économique avec le reste du monde grâce aux efforts de la sixième session extraordinaire.

92. La création d'un nouvel ordre économique est essentielle si l'on veut espérer combler l'écart entre les pays développés et les pays en développement. Nous nous préoccupons et sommes anxieux en ce qui concerne les économies des petits pays tels que le nôtre, dont les revenus d'exportations agricoles sont soumis aux incertitudes atmosphériques et aux prix des marchés sur lesquels nous n'avons absolument aucun contrôle.

93. Tout en nous félicitant des tentatives de l'Organisation pour alléger les problèmes économiques des pays en développement, nous estimons qu'il est nécessaire que les Etats Membres plus développés de l'Organisation comprennent mieux nos problèmes et nous comptons beaucoup sur un partage de connaissances techniques, d'expérience et de stratégie économique pour combattre l'inflation galopante, la pauvreté et la dépendance économique.

94. En tant que petit Etat insulaire, nous sommes tout à fait conscients de l'importance vitale que présentent les énormes ressources inutilisées du fond des mers pour notre économie en développement et nous savons que nous participerons bientôt à la course aux richesses de la mer. Il importe qu'une nation ne souffre pas par suite de ses dimensions et que, conformément à la Charte, les Nations Unies assurent l'avènement de la justice économique pour tous. Tout en reconnaissant les justes intérêts des autres — ceux des pays sans littoral et ceux des pays qui ont un accès limité à la mer —, nous devons reconnaître le fait que nous dépendons de façon inéluctable des ressources de la mer pour compléter nos ressources agricoles limitées. Il est donc très encourageant pour nous que les besoins particuliers des Etats insulaires aient été reconnus au cours de la session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui vient de se terminer à Caracas. Nous espérons que l'on établira un ordre juste et équitable pour répartir entre tous les pays les ressources des fonds marins.

et pour préserver ce patrimoine commun de toute l'humanité. Mon pays a l'intention de participer à la prochaine session de la Conférence en 1975 et nous escomptons que l'on élaborera un traité définitif qui assurera la protection de tous les intérêts.

95. En ce qui concerne la question apparemment perpétuelle du désarmement, mon pays déplore les vastes ressources qu'utilisent certaines puissances pour leurs programmes de mise au point, de recherche et de prolifération en matière d'armements nucléaires. Nous croyons que cette mise au point continue de la puissance destructrice d'armes perfectionnées met en danger le cadre fragile de la paix. Les énormes dépenses annuelles engagées pour augmenter régulièrement ces arsenaux nucléaires serviraient indubitablement une bien meilleure fin pour l'humanité si on les consacrait à l'accroissement du volume de la coopération pour le développement. La Grenade estime que la recherche extrêmement précieuse en ce qui concerne l'énergie nucléaire devrait n'être utilisée qu'à des fins pacifiques et qu'une partie plus importante des ressources des grandes puissances devrait être dirigée vers la production de denrées alimentaires et agricoles afin d'améliorer le niveau d'existence des peuples du tiers monde en particulier.

96. La Grenade est une nation éprise de paix et nous aimons la vie; nous appuyons toute initiative tendant à un véritable ralentissement de la course aux armements, à l'interdiction permanente de l'utilisation des armes nucléaires et à la réduction des budgets militaires de certains Etats Membres afin que les fonds économisés soient utilisés pour fournir une aide tangible aux pays en développement. Nos convictions irrévocables ne nous permettent pas d'agir autrement.

97. Je souligne, pour conclure, que l'arrivée constante de pays en développement dans les rangs des nations indépendantes a entraîné la création d'une nouvelle force dynamique dans le monde d'aujourd'hui, force qui influence sans aucun doute la tendance qui se manifeste dans les relations internationales. La Grenade apportera sa propre contribution à la tâche interminable visant à assurer une paix durable, la justice économique et un progrès social maximum pour tous nos peuples. Etant donné notre foi en les principes de la Charte, nous nous associons à vous pour travailler ensemble en vue d'atteindre ces buts.

98. M. MOTEE'A (Yémen démocratique) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, il m'est particulièrement agréable de vous féliciter pour votre élection à la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Je suis fermement convaincu que votre haute compétence et votre grande expérience vous permettront de mener à bien les travaux de cette session. Votre élection aux hautes fonctions de président n'est pas seulement un hommage rendu par le monde entier à vos qualités, mais également un hommage rendu à la lutte héroïque du peuple algérien. Les liens de fraternité et d'amitié qui unissent la République démocratique du Yémen à l'Algérie proviennent de notre appartenance à une seule nation et de nos expériences identiques de lutte armée menée avant l'indépendance. Etant donné les rapports étroits qui nous unissent, nous sommes heureux et fiers de

vous voir, vous qui représentez l'Afrique combattante, présider l'Assemblée générale.

99. J'aimerais saluer votre prédécesseur, M. Leopoldo Benites, qui a présidé avec compétence les travaux de la dernière session et ceux de la sixième session extraordinaire.

100. Je voudrais également dire que nous apprécions et appuyons les efforts sincères du Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, pour intensifier l'activité des Nations Unies et rendre plus efficace leur contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

101. L'importance particulière que revêtent aujourd'hui les Nations Unies doit être constamment confirmée par les Etats Membres, qui doivent conjuguer leurs efforts afin de sauvegarder l'Organisation, de la renforcer et d'appliquer ses résolutions de manière à lui permettre de jouer avec dynamisme son rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

102. Quand on regarde de près les derniers événements internationaux, on constate qu'ils ont sonné le glas de l'impérialisme et de la domination étrangère. Pourtant, certaines régions continuent à subir des contraintes et des interventions étrangères, certains pays ne disposent pas encore de leur droit à l'autodétermination et ne peuvent pas s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires. En revanche, nous sommes heureux de saluer la présence parmi nous, cette année, de nouveaux Membres, car ceux-ci symbolisent le fait que l'Organisation est près d'atteindre son objectif d'universalité.

103. Mon pays souhaite la bienvenue à la Guinée-Bissau, ce pays qui a mené une lutte farouche contre la domination étrangère et a consenti de lourds sacrifices pour acquérir l'indépendance et la liberté. Nous éprouvons le plus grand respect pour ce peuple et nous espérons que la délégation de la Guinée-Bissau transmettra au peuple et au Gouvernement de ce pays notre appréciation pour sa lutte héroïque ainsi que nos vœux de bienvenue maintenant qu'il est devenu membre actif de la communauté internationale. Nous souhaitons également la bienvenue à la République du Bangladesh, à laquelle nous unissent des liens d'amitié, ainsi qu'à la Grenade.

104. Notre peuple a mené une lutte acharnée contre l'impérialisme et, grâce à sa lutte armée, a pu obtenir son indépendance. Cependant, il se heurte à beaucoup de difficultés depuis l'indépendance. Les forces réactionnaires et féodales essaient d'entraver les mesures progressistes que nous avons adoptées dans les domaines politique, économique et social, mais nous avons déjoué ces manœuvres grâce à la prise de conscience de notre peuple, à son organisation politique incarnée par le front national, et nous avons pu aller de l'avant et repousser l'impérialisme et le néo-colonialisme sous toutes leurs formes.

105. Notre pays accorde une grande importance au développement économique. En effet, le colonialisme nous a légué une économie faible, fondée essentiellement sur les services. Malgré cela, nous avons pu rectifier cette situation et, pour assurer notre indépendance économique, nous avons adopté des mesures de nationalisation et créé un secteur public. Nous avons promulgué la loi sur la réforme agraire, loi qui a été appliquée au bénéfice des paysans pauvres qui sont les propriétaires légitimes de ces terres. Nous



avons créé des coopératives agricoles, des exploitations d'Etat, généralisé l'enseignement, créé des écoles, des hôpitaux, des centres culturels et opéré des transformations profondes dans les divers domaines politiques, économiques et sociaux.

106. Notre peuple a fait table rase des concepts périmés. De nombreuses lois ont été promulguées afin d'organiser de nouveaux rapports sociaux. Un plan économique triennal a été mis en œuvre qui nous a permis de jeter les bases de notre activité économique et de développer des services sociaux. En avril dernier, nous avons commencé l'exécution d'un autre plan quinquennal pour développer l'économie nationale. A cet effet, nous comptons sur nos propres efforts ainsi que sur l'aide sociale fournie par les pays frères et le camp socialiste.

107. Malgré nos modestes possibilités et nos ressources fort limitées, nous avons pu, en l'espace de sept ans, c'est-à-dire depuis l'indépendance, accomplir le double de ce que le colonialisme avait fait en 129 ans d'occupation. Nous avons réalisé notre indépendance politique et nous luttons pour achever notre indépendance économique et sociale, éliminer les vestiges du passé et améliorer le niveau de vie de notre peuple. Nous sommes sûrs que notre peuple pourra réaliser les nobles objectifs qu'il s'est assignés malgré la contrainte étrangère et les séquelles du colonialisme.

108. Nous travaillons sincèrement et de concert avec nos frères du Yémen du Nord pour réaliser les aspirations du peuple yéménite à l'unité et au progrès dans le cadre de l'accord du Caire et de la Déclaration de Tripoli. Les travaux des commissions chargées de l'unification sont déjà fort avancés; nous en sommes fiers et notre peuple yéménite envisage l'avenir avec confiance.

109. L'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'une question séparée intitulée "Question de Palestine" [point 108] est en soi une reconnaissance internationale de l'importance de ce problème pour l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Cette mesure est un pas positif vers une position ferme qui sera prise par l'Organisation internationale en ce qui concerne ses responsabilités historiques à l'égard du peuple palestinien. Le problème du peuple palestinien est, avant tout, un problème politique et bien que les Nations Unies ne s'occupent que des aspects humanitaires et sociaux de ce problème, la solution véritable réside dans l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination, droit qui doit s'appliquer à tout le territoire national de ce peuple.

110. Mon pays considère l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. C'est d'ailleurs ce qui a été reconnu par d'importantes conférences internationales parmi lesquelles la Conférence arabe au sommet, tenue dernièrement à Alger, la Conférence islamique, tenue à Lahore, la Conférence des pays non alignés, tenue l'an dernier à Alger, et la Conférence africaine au sommet tenue récemment à Mogadiscio.

111. L'OLP doit être reconnue et appuyée par la communauté internationale comme l'un des mouvements de libération nationale, et doit être traitée con-

formément aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies. Si le problème palestinien est à la base de ce qu'on appelle le problème du Moyen-Orient, la politique d'expansionnisme et le recours constant à l'agression pratiqués par Israël, ainsi que l'appui de l'impérialisme et du sionisme mondial à Israël, ont ajouté de nouvelles dimensions à la tragédie de la paix du Moyen-Orient.

112. L'occupation par Israël, en 1967, d'une partie des territoires arabes, constitue une menace flagrante à la paix dans cette région et entrave les efforts déployés pour instaurer cette paix. C'est pourquoi nous appuyons la lutte menée par l'Egypte et la Syrie pour la libération des territoires occupés et l'expulsion des envahisseurs israéliens.

113. Les relations internationales ont commencé aujourd'hui à être marquées dans une grande mesure par ce que l'on appelle le dialogue ou la détente internationale. En effet, notre monde d'aujourd'hui assiste à des efforts constants visant à réduire les risques de guerre, à éliminer les dangers d'affrontement et de déclenchement d'une guerre nucléaire, à conjurer le spectre de la dévastation et à instaurer la paix mondiale. Notre pays, qui est un pays en développement, attache une grande importance à la sécurité et à la paix, car cette sécurité et cette paix constituent le climat national propice au développement économique et social.

114. Cependant, il ne faudrait pas que le dialogue et la détente se fassent sans tenir compte du concept de la libération des peuples et du respect de leur indépendance nationale, car lorsque les prérogatives des puissances impérialistes sont menacées, ces puissances essayent de violer l'indépendance et la souveraineté nationales, ce qui aggrave la tension dans le monde. De même, les marchands de canons et les grandes firmes qui servent les intérêts des impérialistes ourdissent des complots pour saper les économies nationales et attiser les conflits dans les pays en développement, en vue de renverser les régimes nationaux et progressistes.

115. La meilleure preuve en est l'expérience du Chili. Un régime démocratique choisi par le peuple chilien a été renversé, ne fût-ce que pour un temps, et les citoyens nobles ont été torturés, incarcérés, tout cela étant accompli par les forces de la terreur et du fascisme. De même, la souveraineté nationale de Chypre a été violée et un coup d'Etat a été organisé pour renverser l'archevêque Makarios, dont le régime représentait l'unité de Chypre et son indépendance, ce qui a constitué une menace grave à la paix dans la région. Il faudrait donc mettre un terme à ces interventions étrangères dans les affaires intérieures de Chypre; il faudrait que cette ingérence cesse et que le peuple de Chypre décide lui-même sa propre destinée.

116. Comment peut-on instaurer une paix juste et durable alors que les forces de l'impérialisme et du néo-colonialisme, ainsi que leurs instruments et leurs organisations disséminés dans le monde, se livrent à des actes de sabotage et trouvent chaque jour de nouvelles méthodes pour intervenir dans les affaires intérieures des peuples et des Etats et pour essayer de dominer ces peuples et ces Etats? La paix mondiale ne peut être instaurée que si l'on respecte la

souveraineté nationale des Etats, si l'on s'abstient d'intervenir dans leurs affaires intérieures et si on laisse le peuple décider de son propre sort et choisir la voie qui lui convient pour son progrès et son développement.

117. Comme notre pays est riverain de l'océan Indien, nous attachons une grande importance aux événements politiques et militaires qui s'y déroulent. Nous sommes satisfaits de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix [résolution 2832 (XXVI)], car nous estimons qu'une paix réelle ne peut être instaurée que si l'on élimine toutes les bases militaires, sous toutes leurs formes, dans l'océan Indien et les pays riverains.

118. Si la guerre impérialiste farouche menée contre le peuple vietnamien a donné lieu à une accalmie relative, les accords signés pour la cessation de cette guerre sont toujours l'objet de manœuvres et de complots ourdis pour priver le peuple vietnamien d'exercer son droit de cueillir les fruits de sa longue lutte. C'est pourquoi nous appuyons le Front de libération nationale et le Gouvernement révolutionnaire provisoire, seul représentant du peuple du Viet Nam du Sud et demandons aux Etats-Unis de mettre un terme à leur intervention dans les affaires du Viet Nam et de cesser d'appuyer les agents de Saigon.

119. Nous appuyons également la lutte légitime du peuple du Cambodge et la légitimité du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge présidé par le prince Norodom Sihanouk qui est le seul représentant du peuple du Cambodge. Nous invitons l'opinion publique mondiale à appuyer les peuples héroïques de l'Indochine qui luttent contre les forces de l'agression et leurs agents en vue de réaliser leur indépendance politique et économique.

120. Pour créer un climat propice à la stabilité et la réunification pacifique de la Corée, il faudrait assurer le retrait total des troupes étrangères qui stationnent en Corée du Sud, sous le drapeau des Nations Unies. Nous sommes convaincus que ces forces d'occupation ne sont d'aucune utilité pour réduire la tension et créer un climat favorable à la réalisation de l'unité coréenne. Etant donné que nous sommes favorables aux efforts de paix et à la négociation directe entre les parties, sans aucune ingérence étrangère, nous tenons à exprimer notre appui à la République populaire démocratique de Corée qui a refusé de permettre l'admission aux Nations Unies de la Corée en tant que deux Etats coréens.

121. Nous appuyons également la juste lutte menée par les peuples contre le colonialisme et le néo-colonialisme, et en particulier, nous donnons notre appui aux populations combattantes d'Afrique. Nous stigmatisons la politique d'*apartheid* menée par les Gouvernements d'Afrique du Sud et de Rhodésie. Nous tenons à exprimer notre satisfaction pour les mesures importantes prises par le nouveau Gouvernement portugais concernant les négociations avec les révolutionnaires du Mozambique et de l'Angola, afin de leur permettre d'acquérir l'indépendance et d'occuper la place qui leur revient dans le concert des nations.

122. Parlant des mouvements de libération, nous devons saluer la lutte héroïque menée par le peuple d'Oman qui combat pour libérer son pays des agents à la solde de l'étranger, et pour permettre à Oman de

retrouver sa souveraineté et de s'acquitter de ses responsabilités, tant sur le plan arabe qu'international. Nous appuyons le Front populaire pour la libération d'Oman; de même, nous stigmatisons l'ingérence étrangère dans les affaires d'Oman et la présence sous quelque forme que ce soit, d'éléments venus de l'extérieur. Nous invitons les forces éprises de paix à appuyer la lutte héroïque du peuple d'Oman, afin que celui-ci puisse exercer ses droits légitimes à l'auto-détermination.

123. Au cours de ces dernières années, des problèmes ont surgi sur le plan international concernant ce qu'on a appelé la crise de l'énergie. D'ailleurs, cette crise n'a été que le résultat des aspects négatifs et des problèmes dont souffre l'économie des pays capitalistes, problèmes qui ont été étendus aux pays en développement.

124. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale a mis en lumière l'importance de la création d'un nouvel ordre économique mondial, fondé sur la justice et l'égalité.

125. Nous voudrions affirmer aujourd'hui que la détente internationale ne peut être établie et que la paix et la sécurité internationales ne peuvent être instaurées dans un monde où l'écart est de plus en plus grand entre les pays industrialisés et les pays en développement, et tant qu'on n'aura pas tenu compte de l'aspiration à une vie meilleure des peuples qui luttent contre le sous-développement et l'ignorance.

126. Deux conférences mondiales ont été tenues dernièrement, à savoir la Conférence mondiale sur la population à Bucarest et la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à Caracas. Bien que cette dernière n'ait pas atteint les résultats escomptés, elle a mis nettement en lumière la nécessité de créer dans ce domaine un ordre nouveau qui tienne compte des nouveaux développements et des nouvelles conditions qui existent dans le monde. Il conviendrait donc que l'on prenne en considération le droit des pays en développement à la souveraineté totale sur leurs propres ressources naturelles. Nous espérons que la Conférence mondiale de l'alimentation, qui se tiendra à Rome, adoptera des mesures qui réduiront la crise alimentaire mondiale.

127. En conclusion, nous espérons que la présente session sera couronnée de succès et réalisera les grandes espérances que placent en elle les peuples désireux de voir régner partout le progrès et la prospérité.

128. M. OULD MOUKNASS (Mauritanie) : Monsieur le Président, mes premiers mots seront naturellement pour vous adresser les vives félicitations de la délégation mauritanienne. A plus d'un titre, un choix ne peut être plus judicieux que celui que nous avons fait en vous portant à la présidence de nos travaux. Vos qualités d'homme d'Etat et de diplomate distingué et votre expérience des problèmes internationaux sont, pour nous, un gage certain de réussite et de succès. Mais, si votre élection à la présidence de cette importante session est un hommage rendu à vos qualités personnelles, elle est aussi un témoignage d'estime, de confiance et de respect à l'égard de l'Algérie, à l'égard du Conseil révolutionnaire et du peuple algérien. C'est également un grand honneur

fait à l'Afrique dont vous êtes, Monsieur le Ministre et cher ami, un digne représentant.

129. Vous me permettrez, enfin, Monsieur le Président, de dire combien mon pays est sensible à tout honneur fait à l'Algérie. Par delà une communauté de pensée politique, l'histoire, la géographie et la culture arabe ont tissé, tout au long des siècles, entre nos deux pays et nos deux peuples, des liens de fraternité et de solidarité, liens que le temps n'a fait qu'enrichir et féconder et qui éclairent aujourd'hui nos relations quotidiennes. Vous pouvez, par conséquent, Monsieur le Président, être assuré de notre collaboration dans l'exercice de vos hautes responsabilités. En vérité, ces responsabilités sont difficiles, car il vous revient de diriger les travaux de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale qui a pour objectif de dégager la trame et la signification des événements internationaux, et de tracer les lignes directrices d'une action à court et à long terme de notre organisation.

130. En regardant aujourd'hui la situation internationale, on ne peut s'empêcher de voir des signes précurseurs, voire annonciateurs, de profonds changements, au double plan politique et économique. Au plan économique, la crise du système monétaire international, la détérioration constante des termes de l'échange et les difficultés connexes ont été autant de problèmes qui se sont accumulés pendant de nombreuses années. Ces problèmes ont fini par mettre la communauté internationale, particulièrement les pays en développement, aux prises avec une menace d'effondrement d'une ampleur sans précédent.

131. Les inégalités, les injustices caractéristiques de ce système, en pesant déjà lourdement sur les économies des pays faibles, allaient en fin de compte mettre dangereusement en cause la prospérité des pays riches et industrialisés. De fait, aucune nation — on s'en rend de plus en plus compte aujourd'hui — ne saurait, à l'époque des grands ensembles, prospérer et vivre isolée, alors que son destin est plus que jamais lié à celui des autres membres de la communauté internationale. C'est dans l'interdépendance, la coopération et l'assistance mutuelle que nous pouvons, ensemble, bâtir un monde meilleur d'où seront bannies la misère, l'ignorance et les injustices sociales et économiques. Nous savons qu'il s'agit là encore d'un vœu pieux, mais nous pensons que la prise de conscience de la nécessité d'une solidarité concertée est déjà en soi un acquis de portée considérable. Il se trouve, en effet, que toutes les délégations qui se sont prononcées au cours de la sixième session extraordinaire — et les documents adoptés à l'issue de ce débat en témoignent — ont mis un accent particulier sur cette nécessaire et urgente solidarité internationale. Est-il besoin de rappeler que les pays en développement, loin de poser les problèmes en terme de confrontation, ont voulu que l'on reconnaisse à chaque Etat ses droits propres qui doivent impliquer naturellement des obligations ? L'ordre économique nouveau, qui a été proposé et adopté par consensus général, constitue, aux yeux de mon pays, une étape importante dans ce sens, et doit faire l'objet d'une adhésion sincère de toutes les nations, notamment celles développées et industrialisées. C'est à ce prix seulement que la communauté internationale peut surmonter les contradictions du système existant et

instaurer une coopération fondée sur l'égalité réelle et l'intérêt de tous.

132. Au plan politique, les forces d'oppression et de domination voient leur fin se rapprocher chaque jour davantage. Au Moyen-Orient, le sionisme, malgré le soutien divers et multiforme dont il bénéficie, ne saurait plus résister à la volonté inébranlable des peuples arabes de défendre leur liberté, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. La guerre d'octobre, qui a été une défaite pour les forces d'agression israéliennes, a révélé aux yeux d'un monde étonné la détermination des pays arabes d'assurer la maîtrise totale de leur destin. L'opinion internationale, qui semblait croire beaucoup plus à la force qu'au droit et à la raison, en est arrivée, aujourd'hui, à voir la situation au Moyen-Orient sous son véritable jour. Des pays souverains et indépendants, Membres des Nations Unies, ont vu, au fil des ans, leur territoire se rétrécir comme une peau de chagrin, leur souveraineté amoindrie et même leur existence menacée. Israël, fort de son impunité, poursuit dans cette région sa politique de force et de destruction, n'épargnant ni civils innocents, ni villages paisibles. Il faut rappeler à ce propos la perfidie, l'acte inqualifiable que constitue la destruction de la ville de Kouneitra par la soldatesque israélienne. Il est difficile de ne pas être profondément indigné devant un tel acte de sadisme qui n'est rien moins que la réédition des méthodes hitlériennes. Ainsi, ceux qui, hier, étaient eux-mêmes victimes de l'hitlérisme sont-ils devenus aujourd'hui ses plus fervents adeptes. Quelles que soient cependant la perfidie et l'arrogance d'Israël, elles ne sauraient entamer la volonté et la détermination des pays arabes.

133. Même le peuple palestinien, qui a été chassé de ses foyers, réduit à l'errance depuis 1947, privé de ses droits les plus élémentaires, se trouve, aujourd'hui plus que jamais, affermi dans sa lutte héroïque pour la récupération de son territoire national. Il est désormais admis, et nous nous en félicitons, que la solution du problème du Moyen-Orient, dans son ensemble, passe nécessairement par le règlement de la question palestinienne. A cet égard, l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la présente session, devra permettre aux Nations Unies de concrétiser ce sentiment général.

134. Il va de soi que l'OLP doit prendre la parole devant l'Assemblée générale et participer, de manière effective, à ce débat qui la concerne au premier chef et qui engage son avenir. Je réaffirme ici notre solidarité permanente et effective à nos frères d'Egypte, de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et de la Palestine.

135. En Asie, l'on sait tout le sacrifice et toutes les souffrances imposées au peuple cambodgien par les forces étrangères qui continuent à soutenir financièrement et militairement le régime actuellement en place à Phnom Penh. En dépit cependant de l'aide massive apportée au régime impopulaire de Lon Nol, le rapport des forces sur le champ de bataille est à lui seul suffisamment éloquent pour que notre organisation tienne enfin compte de la volonté, ainsi clairement exprimée, du peuple cambodgien. Il est donc du devoir de notre assemblée de rétablir dans ses droits légitimes aux Nations Unies le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, sous la direction du prince Noro-

dom Sihanouk, seul représentant authentique du peuple cambodgien.

136. Le peuple sud-vietnamien, au sein de son front national de libération et autour de son gouvernement révolutionnaire provisoire, donne la preuve éclatante de son sens du sacrifice et de sa détermination de braver les difficultés qui se dressent sur le chemin de son indépendance et de sa liberté. Ce peuple ne connaîtra pas de répit tant que les forces étrangères ne se retireront pas du Viet Nam du Sud et tant que les autorités de Saigon n'auront pas respecté scrupuleusement les accords de Paris.

137. En Corée, le retrait des troupes étrangères stationnées en Corée du Sud et l'abolition de l'usage du drapeau des Nations Unies devront permettre au peuple coréen dans son ensemble d'exercer son droit à l'autodétermination et de décider librement de son avenir. L'Organisation des Nations Unies, dont la responsabilité a été des plus importantes dans la division artificielle du territoire et du peuple coréens, a aujourd'hui plus que jamais le devoir de faciliter la réunification pacifique et indépendante de ce pays.

138. En ce qui concerne le problème de Chypre, notre délégation au Conseil de sécurité a eu, en de nombreuses circonstances, l'occasion d'exprimer le point de vue du Gouvernement et du peuple mauritaniens. Notre position à l'égard de ce douloureux problème est fondée sur notre attachement à trois principes fondamentaux, à savoir : l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté de Chypre.

139. La décolonisation en Afrique connaît, ces derniers temps, sous la pression des mouvements de libération et des forces favorables à la paix, une accélération irréversible. Les sacrifices de tous ordres et les souffrances que se sont imposés les mouvements de libération africains, leur lutte héroïque pour la liberté et la dignité de leur peuple ont été, c'est l'évidence même, l'élément décisif à la base de ce changement. Je ne saurais non plus passer sous silence l'apport déterminant qui a été, et qui demeure, celui des Nations Unies, celui de tous les pays épris de paix et de justice qui n'ont, à aucun moment, ménagé leur soutien et leur solidarité à l'OUA, et aux combattants africains de la liberté. Je m'en voudrais également, en parlant ici de la décolonisation, si je ne rendais pas un vibrant hommage au Gouvernement et au peuple portugais pour leur sens du réalisme et pour avoir compris la nécessité de la décolonisation, nécessité maintes fois rappelée devant cette auguste assemblée.

140. La conjonction de ces éléments nous permet de saluer aujourd'hui l'admission aux Nations Unies de la République de Guinée-Bissau qui, après presque deux décennies de lutte et de sacrifices, se voit enfin restaurée dans sa dignité et dans sa liberté. C'est là une décision que mon pays n'a cessé d'appeler de toute sa force, du haut de cette tribune, comme une décision de justice, comme une décision conforme aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et à choisir librement leur destin. Qu'il me soit donc permis d'adresser les félicitations de mon pays à la délégation de Guinée-Bissau dont la présence dans cette salle est, pour nous Africains, le symbole vivant de la justesse de notre cause et un encouragement dans la poursuite de notre action. Nous espérons avoir bientôt l'occasion de nous adresser dans les mêmes termes

aux représentants authentiques des peuples du Mozambique, de l'Angola et d'autres territoires encore. J'ai dit d'autres territoires encore, car il est une réalité, chaque jour plus évidente, c'est que la volonté des peuples est invincible.

141. Il est également vrai que la libération des colonies sous domination portugaise place, au premier plan de l'actualité, le problème général de la décolonisation. Les situations coloniales anachroniques, qui sévissent encore en Afrique australe et dans d'autres parties du continent, ne sauraient plus résister à cette volonté des peuples et à cette pression irréversible des événements. L'exemple du Portugal devra inspirer les minorités racistes d'Afrique du Sud et du Zimbabwe pour qu'elles cessent de se cramponner à des valeurs désuètes et criminelles, pour qu'elles essayent, pendant qu'il en est encore temps, de s'insérer avec honneur dans la grande famille des hommes.

142. J'en arrive maintenant à un autre territoire colonial africain, celui du Sahara sous administration espagnole. Tout le monde sait la position de la République islamique de Mauritanie sur ce problème : position constante, toute de logique, pensons-nous, et de fidélité à elle-même. En fait, notre position à l'égard de cette partie du territoire national tire sa force autant de l'histoire et de la géographie, que du peuplement humain.

143. Du point de vue historique, la Mauritanie — ou ce que l'on appelait Bilad Shinguit — a toujours été, au cours des 14 derniers siècles, cet ensemble saharien qui s'étend des frontières sud du Maroc au fleuve Sénégal et de l'Atlantique à Telemssi. Quant au Maroc — ou Occident extrême — il a été souvent désigné sous l'appellation "Jazirat Al-Maghrib" — île de l'Occident. Cette expression, fort heureuse, veut dire que le domaine marocain est enserré entre la Méditerranée au nord, l'Atlantique à l'ouest et le Sahara au sud. Cette dernière barrière — je me dois de le souligner — a été et reste beaucoup plus difficile à franchir que les frontières maritimes. Ce caractère tient autant à la nature du terrain qu'à la volonté millénaire des habitants de cette région de n'accepter aucune atteinte à leur liberté et de ne laisser passer que les influences bénéfiques qu'ils ont volontairement adoptées.

144. Que des relations fraternelles et mutuellement bénéfiques se soient établies, au long des siècles, entre ces deux ensembles, personne ne peut le nier, et nous, Mauritaniens, moins que tout autre. Que des frictions profondes se soient produites aussi entre eux, l'histoire est là pour l'attester. Mais il est une constante dans la longue histoire de ce domaine saharien : depuis le début de la période historique et jusqu'au début de ce siècle, cette région n'a jamais été administrée de l'extérieur. Elle a toujours été gouvernée par des émirs issus de ses habitants authentiques. Par contre, cette même région a été à même de gouverner les ensembles saharien et marocain, de les unir sous un même pouvoir. Cela s'est produit aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Cette unification a été l'œuvre des Almoravides, venus du centre et de l'ouest de la Mauritanie. Pour une fois, la première et la dernière, la Mauritanie et le Maroc ont constitué un même empire, l'empire des Almoravides mauritaniens.

145. Au début de ce siècle, une tentative semblable a été entreprise par El Heïba Ould cheïkh Malainine ou



“Sultan Bleu”, descendant d’une vieille et noble famille de Néma, ville située dans le Sud-Est mauritanien. L’échec de cette réédition de la glorieuse épopée almoravide n’a été dû qu’à l’intervention des troupes françaises.

146. Entre ces deux dates — XI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles — des tentatives faites dans le sens nord-sud ont toutes échoué. Certaines expéditions, organisées au siècle dernier, ont pu atteindre jusqu’au Sous, dans la région de l’actuelle ville d’Agadir. Une entreprise plus réussie a conduit le sultan Moulaye El Hassan, en 1886, jusqu’à Wad Noun, dans la région de G’leimim (Goulimin).

147. C’est précisément en cette même année 1886 que l’Espagne a pu s’établir au Sahara après avoir conclu des traités avec certains chefs mauritaniens et notamment avec l’Emir de l’Adrar mauritanien, Ahmed Ould M’Hamed Ould Aïda, à l’exclusion de toute autre partie. Ceci prouve qu’au moment de la pénétration espagnole, il existait bel et bien un pouvoir traditionnel au Sahara, comme partout en Afrique. On ne peut tirer, certes, des droits de la simple existence de ce pouvoir. Mais les liens de ce pouvoir avec la Mauritanie indépendante n’ont nullement besoin d’être démontrés. Le signataire de ce traité est, en effet, un Emir mauritanien, précisément de la ville d’Atar, dans le centre-nord de la Mauritanie actuelle.

148. Quelques années après la signature de ce traité entre l’Emir Ahmed Ould M’Hamed Ould Aïda et l’Espagne, la France entamait sa pénétration en Mauritanie méridionale et orientale, toujours en s’accordant avec les Emirs mauritaniens à l’exclusion de toute autre partie. Du reste, l’existence de cette entité mauritanienne distincte, à la personnalité bien marquée, a été souvent reconnue dans des traités internationaux anciens et dans des documents officiels récents. Je n’en veux pour preuve que le traité de paix conclu entre le Maroc et l’Espagne, le 28 mai 1767, au temps du sultan Sidi Mohamed Ben Abdallah et de Charles III, plus précisément son article 18 qui se lit comme suit, et je cite :

“Sa Majesté Impériale s’abstient de délibérer au sujet de l’établissement que Sa Majesté catholique veut fonder au sud de la rivière Noum, car elle ne peut se rendre responsable des accidents et des malheurs qui pourraient se produire, vu que sa souveraineté ne s’étend pas jusque-là et que les peuplades vagabondes et féroces habitant ce pays ont toujours causé des dommages aux gens des îles Canaries et les ont réduits en esclavage.”

149. Pourtant le Wad Noum se trouve bien au nord de la région de Tarfaya, cédée en 1958 par l’Espagne au Maroc. Ainsi donc le Sultan Mohamed n’hésita pas dans ce traité à accorder un droit de pêche aux Espagnols à partir de Santa Cruz, c’est-à-dire Ifni, vers le nord, dans les eaux territoriales marocaines où il estimait être souverain.

150. Il existe d’autres témoignages officiels et irréfutables, datant de 1960, et qui affirment le caractère mauritanien de ce territoire.

151. Comme on le voit, l’histoire que je viens d’évoquer sans rancune ni amertume aucune, ainsi que les actes officiels du Gouvernement frère marocain se confondent pour faire de la frontière méridionale du Maroc une véritable rive, la limite entre deux mondes

ou, comme l’a écrit l’historien Robert Montagne, “la ligne de rupture entre deux systèmes d’organisation sociale et politique différents”.

152. Sur le plan historique, la Mauritanie avec ses “peuplades vagabondes et féroces”, comme on les a appelées gentiment, devait donc rester cette contrée mystérieuse, inconnue et redoutée jusqu’à la pénétration “franco-espagnole”.

153. Sur le plan géographique, la frontière actuelle du Sahara dit espagnol a été définie par les conventions franco-espagnoles du 22 juin 1900, 30 octobre 1904 et 27 novembre 1912. Si le Sahara a une frontière commune avec le Maroc et l’Algérie, s’étendant respectivement sur 400 et 40 kilomètres, elle déploie tout son corps de 280 000 kilomètres carrés à l’intérieur même de la Mauritanie et sur une frontière administrative de 1 600 kilomètres.

154. En effet, comme la Mauritanie, le Sahara dit espagnol s’étend jusqu’au 17<sup>e</sup> degré de longitude ouest et au 27<sup>e</sup> degré de latitude nord. C’est dire qu’il est inutile de souligner le caractère artificiel de la frontière du Sahara qui divise arbitrairement des régions dont l’unité ethnique, linguistique et géographique est incontestable. Je me dois en effet de rappeler, comme le soulignait en 1963 le Ministre des affaires étrangères de la Mauritanie devant le Comité spécial chargé d’examiner la situation en ce qui concerne l’application de la Déclaration sur l’octroi de l’indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, que le Sahara dit espagnol est peuplé uniquement de tribus mauritaniennes que rien ne différencie des autres tribus qui vivent dans le nord-ouest de la Mauritanie indépendante<sup>6</sup>. Tout lie ces hommes : la langue (le hassania : dialecte arabe mauritanien), la culture, la race et les coutumes. Même dans leur activité quotidienne et leur parcours de nomadisation, ces tribus donnent la preuve du caractère artificiel de la frontière qui les sépare. L’exemple de Rguebatt d’Oulad Dleym, des Oulad Tidrarine, de Ehel Baricalla, de Larous-syne, etc... est un témoignage de l’interpénétration de ces tribus et de l’homogénéité de toutes ces régions du nord-ouest mauritanien.

155. Il est par conséquent clair que l’histoire, la géographie et le peuplement humain ont fait de cette région ou “Mauritanie espagnole”, comme on l’appelait naguère, une partie intégrante de la République islamique de Mauritanie. La position de mon pays sur ce problème découle tout naturellement de ces données fondamentales.

156. C’est ainsi qu’en 1957, plus précisément le 1<sup>er</sup> juillet 1957, lorsque nous avons pu nous affranchir un peu de la tutelle coloniale, trois ans avant notre indépendance, le Chef de l’Etat mauritanien, alors Vice-Président du Conseil du gouvernement, déclarait à Atar :

“... La Mauritanie n’est plus ce vaste désert jadis si difficile à traverser et qui constituait entre le monde méditerranéen et l’Afrique noire une sorte de barrière que franchissaient mal les idées et les hommes. Je m’adresse plus particulièrement à nos frères du Sahara espagnol. Je ne peux m’empêcher d’évoquer les innombrables liens qui nous unissent : nous portons les mêmes noms, nous parlons la même langue, nous conservons les mêmes nobles traditions, nous faisons paître nos troupeaux sur les

mêmes pâturages, les abreuvant aux mêmes puits. Je convie donc nos frères du Sahara espagnol à songer à cette grande Mauritanie économique et spirituelle à laquelle nous ne pouvons ne pas penser dès maintenant”.

157. Cette politique a été par la suite et de manière constante développée devant toutes les instances africaines et internationales et notamment par les voix les plus autorisées de la République islamique de Mauritanie, par son chef d'Etat, par ses ministres des affaires étrangères et par ses représentants aux Nations Unies. Je n'ai donc pas besoin de rappeler en détail ces prises de position qui figurent dans les documents pertinents de l'Organisation. Je ne veux pas non plus prendre davantage du temps de l'Assemblée.

158. Je me dois cependant de rappeler, pour la vérité historique, que mon pays a souscrit, dès le 13 décembre 1962, ici même aux Nations Unies, au principe de l'autodétermination de la population du Sahara. Car nous savons avec certitude que nos frères du Sahara, s'ils devaient choisir d'aller avec quelqu'un, c'est bien avec la Mauritanie qu'ils choisiraient de faire route commune. Mais, par-delà cette certitude, il y a également notre adhésion loyale et sincère au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément à la Charte et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

159. Les Nations Unies elles-mêmes, s'appuyant sur une décision prise le 9 septembre 1966 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, ont reconnu à la population du Sahara son droit imprescriptible à l'autodétermination [*résolution 2229 (XXI)*]. Ce droit a été par la suite réaffirmé dans toutes les résolutions et décisions prises par les pays non alignés, l'OUA et les Nations Unies. Je n'en voudrais pour preuve que les résolutions adoptées le 9 septembre 1973 par la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés<sup>7</sup>, le 14 décembre 1973 par l'Assemblée générale [*résolution 3162 (XXVIII)*] et le 11 juin 1974 par la Conférence au sommet de l'OUA. Est-il besoin de rappeler que toutes ces résolutions ont été élaborées, présentées et appuyées par mon pays et par ceux qu'intéresse directement ce problème ?

160. Parallèlement à cette action sur le plan international, mon pays cherchait par tous les moyens à préserver et à consolider l'amitié entre les peuples et les gouvernements frères de la sous-région. C'est ainsi que, lorsqu'une évolution heureuse est intervenue en 1969 dans la sous-région, notamment par la normalisation des relations entre le Maroc et la Mauritanie, mon gouvernement, sans se départir de sa position fondamentale, n'a pas hésité à placer le problème du Sahara dit espagnol dans le cadre de la concertation. Il a notamment proposé aux gouvernements des pays frères d'unir leurs efforts en vue de faire aboutir dans les meilleurs délais le règlement préconisé par les Nations Unies. Notre souci, notre volonté étaient, avant tout, de maintenir la paix et la stabilité de la sous-région, mais aussi de voir les groupes africains et arabes retrouver toute la cohésion nécessaire face à l'ampleur et à la gravité des problèmes de la décolonisation en Afrique et au Moyen-Orient.

161. Mon pays, qui demeure plus que jamais animé par la même volonté, ne saurait ne pas répondre favo-

ablement à l'appel qui lui a été lancé hier, au nom du Gouvernement marocain, par mon collègue et frère M. Ahmed Laraki, ministre des affaires étrangères du royaume du Maroc [2249<sup>e</sup> séance]. Nous le faisons avec d'autant plus d'aisance et de sérénité que le Gouvernement marocain a expressément reconnu nos droits sur cette région saharienne. Nous le faisons aussi, car nous avons la certitude qu'au-delà des malentendus passagers entretenus par le colonialisme, les deux peuples mauritanien et marocain ont hautement conscience de leur responsabilité contre le colonialisme qui continue à dominer les territoires du Río de Oro et de Sakiet El Hamra. La Mauritanie, qui comprend les motifs légitimes du Gouvernement marocain, déclare que le seul problème, à l'heure actuelle, est la libération de ces territoires, libération qui renforcera l'entente et la coopération entre nos deux peuples.

162. Nous disposons de preuves historiques, juridiques, linguistiques et humaines suffisantes qui démontrent que ce territoire n'était pas une terre sans maîtres ni administration. C'est pourquoi le Gouvernement mauritanien accepte le recours à la Cour internationale de Justice, dont l'avis ne pourra qu'éclairer l'Assemblée générale sur le bien-fondé de notre position et lui permettre de mettre correctement en application les résolutions adoptées. Cette attitude que dicte déjà l'intérêt permanent et solidaire de nos peuples se trouve davantage justifiée par la nécessité de maintenir l'harmonie dans les rangs des pays arabes et africains face à nos graves et multiples préoccupations. Elle se fonde aussi sur l'attachement de mon pays au règlement des différends par voie pacifique, surtout lorsque ces différends sont de nature à opposer deux pays et deux peuples que la géographie et l'appartenance à une commune civilisation destinent à l'entente et à la coopération.

163. L'Espagne, en tant que puissance coloniale, doit en tout état de cause, mettre rapidement un terme à sa présence au Sahara. L'histoire, les Nations Unies et la morale internationale l'exigent et l'Espagne, elle-même, a accepté de se plier à cette exigence.

164. Ainsi donc, la Cour internationale de Justice devra, en même temps qu'elle établira ou non l'existence d'un pouvoir au Sahara, déterminer les liens de celui-ci avec la Mauritanie et le Maroc.

165. Quel que soit cependant l'avis de la Cour internationale de Justice, le droit à l'autodétermination de la population du Sahara ne saurait faire l'objet d'une entrave quelconque. Cette population a le droit de choisir librement son destin et aucune organisation ou institution internationale ne saurait le lui enlever. Mon pays s'engage solennellement devant vous ici à respecter loyalement la volonté librement exprimée de cette population.

166. Cela m'amène tout naturellement à parler du référendum au cours duquel la population du Sahara devra décider de son avenir. Ce référendum ne saurait être organisé et se dérouler sur des bases entièrement libres, démocratiques et impartiales que si la Puissance administrante respectait scrupuleusement le processus, maintes fois préconisé par les Nations Unies. Il s'agit avant tout de l'envoi au Sahara dit espagnol d'une mission spéciale de l'Organisation qui, seule, devra recommander aux Nations Unies

les mesures pratiques pour l'organisation et le déroulement de ce référendum. Nous comprenons, pour notre part, que ces mesures auront trait non seulement à la préparation et la surveillance du référendum par l'Organisation mais, également, aux modalités pratiques et précises qui doivent permettre aux Sahraouis authentiques, à l'intérieur et à l'extérieur du territoire, de participer à cette consultation.

167. Certes, nous avons pris note avec satisfaction de l'engagement réitéré de la Puissance administrante d'appliquer dans toutes ses dispositions la résolution 3162 (XXVIII). Cependant, nous ne saurions ne pas déplorer la lenteur de la Puissance administrante et quelquefois l'imprécision de ses intentions quant à l'avenir de ses territoires. Cela est d'autant plus vivement ressenti que toute situation coloniale est anachronique de nos jours et que certaines déclarations récentes émanant de personnalités sahraouis, si elles arrivent à être confirmées, ne nous incitent guère à l'optimisme.

168. Nous sommes toutefois certains que l'Espagne, qui a déjà eu une attitude positive en matière de décolonisation, saura éviter tout ce qui peut affecter ses relations anciennes et actuelles avec la Mauritanie et les autres Etats de la sous-région.

169. Monsieur le Président, en terminant cette intervention, je voudrais vous dire à nouveau ma joie de prendre la parole sous votre présidence. Je voudrais également exprimer notre admiration et notre reconnaissance à votre prédécesseur, M. Benites, pour la manière combien remarquable avec laquelle il a dirigé les travaux de la vingt-huitième session et ceux de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Que la République populaire du Bangladesh et la République de Grenade trouvent ici aussi l'expression de notre amitié et de nos félicitations les plus chaleureuses. Quant au Secrétaire général, je voudrais l'assurer que nous suivons avec une profonde sympathie ses efforts inlassables pour faire de l'Organisation des Nations Unies un instrument réel de paix, de compréhension et de concorde entre les peuples. Nous lui renouvelons notre confiance et nous l'assurons de notre soutien dans ses efforts. Nous formulons le vœu sincère de voir chacun des Etats Membres œuvrer pour le respect des principes inscrits dans la Charte et pour l'application des décisions prises par l'Organisation.

170. M. CAICEDO (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, je voudrais pour commencer vous féliciter de votre élection si méritée à la présidence de cette instance suprême pour les peuples du monde, que vous dirigerez avec compétence, nous en sommes certains, dans la situation internationale actuelle.

171. Ensuite, je voudrais souhaiter la bienvenue à trois nouveaux Etats qui se sont affranchis du colonialisme pour accéder à la pleine souveraineté et à l'indépendance. Je parle de la Guinée-Bissau, du Bangladesh et de la Grenade, dont la présence est pour nous tous une source de joie.

172. Je ne saurais manquer de parler de la douleur ressentie par l'Amérique latine devant la catastrophe qui s'est abattue sur le Honduras. Cette nation a été frappée par l'adversité sous la forme d'un cyclone, et c'est pour nous le moment de nous montrer solidaires

avec cette grande et petite nation pour contribuer rapidement à son relèvement.

173. Peu de fois dans l'histoire de cette organisation, le temps écoulé entre deux sessions de l'Assemblée générale a été marqué par tant d'événements et par des transformations aussi profondes dans la condition humaine et les relations entre les peuples. Il existait un climat d'attente, de mécontentement et de tension entre les pays industrialisés et les pays en développement. Ces derniers menaient une lutte presque stérile pour atteindre de plus hauts niveaux de vie et réduire le fossé qui les séparait des puissances économiques et techniques. L'inégalité dans les termes de l'échange constituait un dénominateur commun du problème. La proposition algérienne en vue d'une session extraordinaire consacrée à l'examen des matières premières et du développement, la sixième session extraordinaire, a servi à mettre le doigt sur cette tension qui a été accrue, d'une façon dramatique, par ce que l'on a appelé la crise énergétique, du fait de la décision des pays exportateurs de pétrole de modifier les prix d'un produit évidemment épuisable et de souligner que leurs réserves étant limitées, une modification radicale de leur gestion était nécessaire.

*M. Montiel Arguello (Nicaragua), vice-président, prend la présidence.*

174. Les effets de ces mesures ont affecté toutes les nations du monde à différents niveaux. Les bases mêmes de la production industrielle ont été modifiées dans de vastes régions et beaucoup d'articles ont connu des réajustements inévitables. Il est évident que cette mesure n'a pas été la cause des problèmes monétaires qui se faisaient déjà sentir, et l'on ne peut pas dire non plus qu'elle a été l'unique responsable du phénomène de l'inflation globale. Cependant, cette mesure était dictée par les inégalités du marché mondial, par la crise financière et par les modifications des prix du pétrole, que l'on appelait autrefois équitables et qui, brusquement, ont semblé capricieux, tandis que les producteurs eux-mêmes qualifiaient, à juste titre, cette mesure de retardataire.

175. Dépasant le débat immédiat et limité du pétrole, la sixième session extraordinaire a adopté une Déclaration que l'on pourrait fort bien appeler la grande charte de l'équité économique. Ensuite, elle a adopté un Programme d'action. Malgré quelques réserves, le consensus s'est fait et, pour la première fois, il est devenu évident que la solidarité mondiale était plus qu'une expression creuse. L'interdépendance de tous les peuples de la terre a été vécue comme une vérité authentique et il s'est avéré clairement que les démunis et les nantis ne faisaient qu'un tout qu'il fallait envisager dans un esprit de justice, de courage et de sagesse pour assurer un monde plus équilibré et plus sûr. Il est également devenu clair que, outre la paix et la sécurité collective, le désarmement et l'interdiction de l'agression, le développement économique et le bien-être étaient également des objectifs tout aussi importants et inséparables des autres.

176. Parmi les bienfaits durables de cette sixième session extraordinaire, nous pouvons relever le fait que le tiers monde — qui, auparavant, était un rassemblement de peuples sans étroits contacts ni objec-

tifs très clairs — était devenu un organisme consolidé. Ce fait a ouvert largement la porte au dialogue comme à une marche vers l'avenir et a tracé la voie au principe de la souveraineté égale des Etats. La voix des forts et celle des faibles ont été entendues au même titre. Ce sont là des conquêtes irréversibles et nous pouvons affirmer dès maintenant que, dans les prochaines années, les Nations Unies seront sous le signe économique ou, plus précisément, se livreront à une recherche systématique et courageuse des moyens par lesquels les trois quarts de la population mondiale pourront atteindre un niveau de développement ou, à tout le moins, seront dans une situation qui leur permettra d'atteindre un niveau tel, que, contrairement à ce qui s'est produit généralement, leurs efforts vers le progrès n'auront pas pour effet un recul relatif.

177. Cependant, il est évident que cette session historique d'avril dernier, en cette même salle, ne pouvait avoir des vertus magiques et automatiques, et nous ne pouvons confondre nos objectifs avec des résultats à long terme. Cette conférence a été accompagnée et immédiatement suivie par de sombres présages économiques : instabilité monétaire, incertitude à l'égard des méthodes de stabilisation des monnaies, mauvaises récoltes et graves avertissements quant aux réserves alimentaires mondiales. Mais, par-dessus tout, il s'est produit une inflation dont le niveau et la rapidité de développement n'avaient jamais connu une telle ampleur. De nombreuses économies industrielles qui, quelques mois auparavant seulement, semblaient prospères et saines, ont soudainement donné des signes de faiblesse et se sont trouvées au bord de la banqueroute. L'argent a perdu son pouvoir d'achat et est devenu plus difficile à obtenir. La situation des pays en développement, qui était mauvaise, est devenue critique à cause de la tendance manifestée par les nations industrialisées à réduire leurs achats au tiers monde, se concentrant sur les matières premières qui étaient essentielles pour leurs industries. Mais ces matières premières elles-mêmes ne jouissaient pas du dispositif d'urgence nécessaire pour imposer des conditions de vente et des prix. Qui plus est, elles étaient loin d'être en rapport avec les biens d'équipement que ces pays non développés devaient importer à des taux élevés en raison des hauts niveaux de vie existant dans les pays qui les fabriquaient et qui augmentèrent encore soudainement du fait de l'inflation galopante.

178. Ainsi, de nombreux peuples ont non seulement senti qu'ils s'écartaient du minimum nécessaire et des cibles de développement établies quelques mois plus tôt à New York, mais ils se sont trouvés dans des situations critiques qui leur permettaient à peine de se procurer la nourriture nécessaire à leur survie. Un sentiment d'urgence et de conscience de la gravité du moment semble flotter à propos de la plupart des points de notre ordre du jour. Les peuples qui contrôlent les possibilités de paix ou de guerre, de sécurité collective et de développement du commerce ainsi que ceux qui jouissaient d'une vague de prospérité, ont maintenant la parole pour utiliser leurs ressources, non en actions charitables, mais dans un effort de propre défense contre les effets d'une situation économique insoutenable. La stabilité politique du monde est menacée par des vagues montantes. Un nouveau type de société, d'une société désespérée et

sceptique quant à toutes les formes de gouvernement et aux idéologies qui s'opposent, pourrait bien remplacer les communautés nationales plus stables, pacifiques, traditionnelles et organisées. Point n'est besoin d'une imagination excessive pour constater, parmi les populations pauvres, à qui l'on retire tout espoir d'amélioration, des calamités toujours croissantes qui engendrent elles-mêmes de nouvelles calamités.

179. Le moment est venu de prouver les possibilités des Nations Unies. Aucun accord bilatéral, pas plus que des accords entre blocs, ne saurait avoir une influence suffisante pour modifier le cours de la situation économique ni pour permettre d'établir une politique globale qui offre de véritables garanties. Ce n'est que grâce à des accords mondiaux, obtenus par le dialogue, par la raison et la certitude que nous vivons dans un monde unique et uni, que nous pourrions trouver les réponses appropriées aux défis menaçants et complexes de notre temps. Tous les pays, certains d'une façon plus ordonnée que d'autres, s'efforcent d'assainir leur économie intérieure. Plus que jamais auparavant, les gouvernements se rendent compte de la nécessité d'évaluer les possibilités de leurs peuples respectifs et un grand nombre de ceux-ci répondent avec dévouement et ferveur aux exigences d'une existence plus que précaire. Mais il y a une limite à la capacité de faire des miracles et, comme nous le savons, il est difficile de modifier les faits. Au-delà de l'effort national, une grande bataille doit encore être livrée.

180. Pour ma part, je suis optimiste quant à la capacité de l'homme à s'adapter à des circonstances imprévues et, presque instinctivement, à s'organiser devant une menace commune. C'est là que réside la plus grande possibilité des Nations Unies. C'est un état d'esprit qui transcende les cultures, les idéologies et les habitudes. Plus que la générosité isolée de certains pays, il y a un effort commun qui, avec une sorte de sagesse, nous conduit vers un équilibre, un rétablissement de la paix, le maintien de l'ordre, une perspicacité et une action qui vont au-delà des intérêts individuels et concrets. Cela n'implique pas toutefois qu'il faille compter passivement sur la providence ni faire preuve de complaisance, mais qu'il faut reconnaître la force de la raison organisée d'une façon systématique. C'est un acte de foi dans des valeurs qui ne sont pas communes mais qui trouvent dans l'organisation leur milieu le plus propice.

181. Les événements ne passent pas sans affecter les Nations Unies. Cette sixième session extraordinaire montre bien comment la notion de développement économique s'est cristallisée, en dépit de la façon vague dont le paragraphe 3 de l'Article 1 de la Charte parle du développement et de l'encouragement du respect des droits de l'homme, ce qui est quelque chose d'absolument différent. Cet instrument, produit de l'après-guerre, était fondé sur une notion démodée de la souveraineté qui n'avait aucun lien avec les ressources naturelles mais qui a pourtant été en vigueur depuis 1946 et il est maintenant grand temps que les 138 pays associés le révisent, lui donnent un caractère plus actuel et le rendent plus dynamique et plus opérant.

182. Depuis la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, en 1969, la Colombie a défendu cette idée. Notre ministre des affaires étrangères d'alors,



actuellement Président de la République, M. López Michelsen, a souligné de cette tribune la nécessité de rajeunir la Charte de San Francisco "qui a été rédigée il y a 25 ans pour des conditions géopolitiques maintenant dépassées". Nous ne demandons pas de la supprimer, mais d'en modifier certaines parties. Nous ne nions pas les services que ce vénérable instrument juridique a rendus. Cependant, nous ne sommes pas aveugles devant la lenteur, les obstacles artificiels et les procédures faisant double emploi qui résultent de cet instrument. Nous n'ignorons pas non plus le caractère vague et les imprécisions qui en résultent. Ceux qui craignent qu'une révision de la Charte ne détruise l'esprit de l'Organisation et n'implique un saut dans l'inconnu, sont dans l'erreur.

183. Si paradoxal que cela soit, il est plus traditionnel de veiller à ce que les institutions conservent leur dynamisme créateur plutôt que leur façade. L'écrivain anglais G. K. Chesterton a assuré qu'il était beaucoup plus traditionnel de continuer de peindre le mât blanc en blanc que d'attendre qu'il ait perdu les dernières traces de sa blancheur, sous prétexte de le maintenir intact. Des notions telles que la communauté des fonds marins et de l'espace extra-atmosphérique et de leurs multiples usages réclament leur place dans notre charte, comme celles de l'équilibre biologique ou de la campagne pour la protection du milieu ambiant, car l'équilibre écologique n'est pas le patrimoine d'une génération isolée, et nous risquons de nous voir juger par la postérité comme des destructeurs de notre planète.

184. La Colombie est honorée d'avoir été choisie cette année comme siège de la première Conférence internationale de la femme à Bogota. Les deux principaux phénomènes qui caractérisent les changements sociaux du xx<sup>e</sup> siècle, ont été l'urbanisation rapide qui implique le dépeuplement massif des campagnes, et l'apparence de nombreuses grandes villes; l'autre fait caractéristique de notre époque a été l'apparition de la femme dans la vie économique, politique et sociale. Ceci a provoqué des modifications dans la structure familiale et dans le domaine de la culture. De toute évidence, cela conduit à un changement dans les mentalités, dans les attitudes et dans la vie même de l'homme. C'est le couple humain en tant que tel qui s'est modifié. Evaluer cette modification des fonctions à la fois domestiques et sociales, l'influence qu'elle a eue sur le foyer et la communauté, et discerner les nouvelles tendances, sera l'un des buts de cette conférence. Il faudra également examiner quels sont les obstacles qui s'opposent à une intégration harmonieuse des efforts des hommes et des femmes pour faire face d'un commun accord aux tâches et aux responsabilités dues au sous-développement. D'autre part, cette conférence devra examiner les résultats de la Conférence mondiale sur la population qui vient de se réunir à Bucarest. La maternité responsable et le droit au contrôle de la fécondité dans le cadre de la liberté des femmes et des croyances, sont indissolublement liés au rôle des femmes dans la vie moderne et à leur identité, tels qu'ils sont dictés par leur nature biologique et psychologique.

185. Nous savons fort bien qu'aucune aide n'est suffisante pour rompre les limites du sous-développement de façon cohérente et systématique. Mais il est

aussi évident que la distance qui sépare certaines sociétés est si grande que pour parvenir à aider de nombreux peuples à rattraper les autres, une véritable course contre la montre est nécessaire. On en trouve l'exemple dans la technique. Dans la solidarité et l'interdépendance du monde actuel, le droit d'user et d'abuser d'une connaissance précise n'est pas très bien compris. Il y a des cas tels que celui de la santé où un vaccin ne peut être la propriété exclusive de personne si la vie de millions d'êtres humains en dépend. De même, certaines découvertes et certains progrès dans des domaines fondamentaux tels que ceux de l'énergie ou de l'exploitation et de la production de produits de base peuvent être définis comme le patrimoine collectif de l'humanité. Il faut penser que ce qu'on appelle le transfert des techniques ne doit pas se faire bilatéralement de pays à pays, avec des clauses plus favorables ou des avantages en contrepartie, mais s'appliquer graduellement, de façon générale, à tous les pays qui en ont besoin. Ceci conduit à l'idée d'un fonds mondial de la technique, d'un trésor que les Nations Unies devraient contrôler.

186. Il est bon que figure à notre ordre du jour une question intitulée "Examen du rôle de la Cour internationale de Justice" [point 93]. Cette question a été discutée lors des vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions de l'Assemblée générale et devrait jeter une certaine lumière sur le rôle et la priorité des travaux de ce principal organe judiciaire des Nations Unies. Cette question coïncide avec l'inquiétude qui se manifeste à propos de la révision de la Charte. La Colombie estime que la communauté internationale gagnerait à ce que le domaine des verdicts et des décisions de la Cour soit élargi. L'évolution surprenante du droit international contemporain, qui est riche en questions nouvelles, doit obtenir de la juridiction de la Cour la clarté qu'exige le caractère des points qui sont soumis à l'examen de ce tribunal suprême.

187. Au cours des dernières années, l'augmentation des engins de guerre n'a pas été affectée en fait par le contrôle des armements et par les accords au sujet du désarmement. Les guerres limitées ou localisées, telles celles d'Indochine, du Cambodge et du Moyen-Orient, ont un caractère nettement expérimental. Elles ont un effet sur la modification des tactiques et des plans militaires. Le progrès technique a été si rapide en ce qui concerne certaines armes tactiques et stratégiques que les grandes puissances vivent constamment dans la terreur d'être irrémédiablement dépassées par leurs rivales. Cela explique le retard apporté à la conclusion d'accords bilatéraux sur la réduction mutuelle des forces, et l'imprécision des conversations sur la limitation des armes stratégiques. Cela explique également les faibles résultats obtenus dans les rencontres au sommet en vue de rechercher un équilibre sur les fusées à têtes multiples avec système de rentrée, c'est-à-dire les fusées MIRV.

188. Ainsi, le rythme de production de la technique militaire n'a fait que croître. Même dans le domaine de la guerre chimique et bactériologique, il n'y a aucun indice de réduction ou de destruction d'arsenaux, mais tout au contraire on croit à juste titre que des progrès ont été faits dans ces domaines si dangereux.

189. Les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, qui ont ému le monde en 1973, et tout particulièrement les pays riverains de l'océan Pacifique, sont loin d'avoir pris fin et, si paradoxal que ce soit, elles ont coïncidé avec le dixième anniversaire de la signature du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963. Voilà qui prouve le peu de succès obtenu dans ce domaine capital par la Conférence du Comité du désarmement qui est sans aucun doute et malgré tout, le forum le plus important pour le contrôle mondial des armements. Bloquée par les négociations des superpuissances, elle a porté son attention à des objectifs nobles bien que limités, tels que la proscription de l'emploi des armes inutilement cruelles et de celles qui agissent d'une façon non sélective, comme le napalm, et les actes de guerre contre les populations civiles.

190. Du rapport de SIPRI Yearbook 1974 (Institut international de Stockholm d'étude de la paix), je cite :

“SIPRI a montré que les dépenses militaires totales mondiales (pour 1973 et 1974) se sont élevées à environ 207 milliards de dollars par an, ce qui représente plus de 6 p. 100 du produit national brut mondial” — soit l'équivalent de la production de 2 milliards de personnes vivant dans le tiers monde, à l'exclusion de la Chine — “Les dépenses militaires des pays qui fournissent leur aide au développement sont évaluées à environ 6,7 p. 100 de leur produit national brut, ce qui représente 30 fois plus que l'aide officielle au développement qu'ils offrent<sup>9</sup>.”

191. On peut affirmer avec certitude qu'après l'iniquité entre les prix des produits de base et ceux des produits finis, aucun autre facteur que la course aux armements ne retarde autant l'amélioration de la vie des peuples qui représentent 70 p. 100 de l'humanité.

192. Ainsi donc, pour des raisons de sécurité mondiale aussi bien que d'économie simple, il est juste que nous aspirions à une conférence mondiale de la paix dont l'ordre du jour couvrirait toutes sortes d'armes et de systèmes de destruction de masse, et dont les conclusions seraient garanties au préalable par les grandes puissances atomiques et militaires avec des moyens de vérification ouverts et exercés par les Nations Unies. Cet espoir, qui semble un rêve idyllique, constitue cependant la pierre angulaire de notre organisation et c'est vers quoi toutes nos forces doivent tendre, surtout au moment où le danger va croissant et où nous nous trouvons placés devant une deuxième génération de pays qui disposent d'armes nucléaires.

193. La Colombie est un pays qui aime la paix, qui désire travailler et acquérir par ses propres efforts ce dont il a absolument besoin, dans le cadre d'un commerce mondial qui exclut l'impérialisme des achats et des ventes, les crédits imposés et l'inflation injectée dans les marchandises importées. Au cours de ces dernières décennies, nous avons constaté avec inquiétude l'érosion systématique des prix du café qui représente 50 p. 100 de notre commerce extérieur, alors que le prix des machines agricoles, des engrais subissait une augmentation considérable. L'effort national a été énorme pour combler, par des produits finis,

le déficit causé par le café et pour répondre aux besoins de l'expansion nationale et de la révolution pacifique tendant à rechercher une répartition plus juste des revenus et à assurer une vie plus équitable pour tous les citoyens colombiens. En ce moment même, la situation touchant au café est alarmante. Nous croyons à la nécessité d'établir entre producteurs et consommateurs un climat non pas d'affrontement mais au contraire de dialogue et d'accord progressif. Le Président du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, dans un message récent au président Ford, des Etats-Unis, a dénoncé cette situation dans les termes suivants :

“En ce moment même, nous constatons comment le refus des pays développés, y compris les Etats-Unis d'Amérique, d'accepter des prix équitables pour le café, a provoqué l'inaction de l'Organisation internationale du café qui avait justement été créée pour établir un équilibre satisfaisant et juste entre les producteurs et les consommateurs. Les pays producteurs de café d'Amérique latine et d'Afrique perdront près de 30 p. 100 de leurs revenus en devises alors que les prix des produits finis provenant des pays développés ont doublé ou triplé” [voir A/9784, annexe].

194. Il est naturel que devant ce panorama nous nous sentions les alliés naturels de tous les pays qui ont à faire face à des difficultés semblables en Afrique ou en Asie. La Colombie considère l'Amérique latine comme une extension du concept de patrie et se sent solidaire de tous les pays de cette zone de frères. Nous savons que dans le monde d'aujourd'hui, l'Amérique latine constitue un point de rapprochement culturel ou économique entre d'autres régions. Nous offrons notre amitié sans discrimination à tous les peuples du monde, quelle que soit leur idéologie, à condition qu'ils respectent nos institutions et le système démocratique de la Colombie.

195. Nous sommes ici pour nous acquitter avant tout d'une tâche ardue et solidaire. Nous n'ignorons pas les obstacles, mais nous avons une foi née de notre tradition : c'est que les idées finissent par constituer des armes contre lesquelles il n'y a pas de muraille suffisamment élevée. La liberté est quelque chose de réel et de tangible comme l'air que nous respirons. Nous croyons que la liberté, en définitive, c'est le pain, la sécurité et le bien-être.

196. M. ISRANKGUL (Thaïlande) [interprétation de l'anglais] : Il convient que la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale soit présidée par un illustre fils d'Afrique. C'est l'Afrique qui, au cours des récents mois et après les événements dramatiques qui se sont produits ailleurs, a été destinée à cueillir les fruits de son labeur après une lutte prolongée et résolue pour se libérer de l'étau colonialiste. Aujourd'hui c'est la Guinée-Bissau; demain viendra bientôt.

197. Nous saluons en notre président une personnalité distinguée d'Algérie et du monde arabe dont la civilisation ancienne et les réalisations glorieuses fournissent une base solide pour le progrès présent et futur d'une partie importante de la population mondiale. Pour cette organisation, la participation active des délégations arabes à ses travaux a un effet profond et continu sur la discussion de toute question. La carrière éminente de notre président dans la lutte

pour la liberté et les idées progressistes se révèle; en fait, un avantage important lorsqu'il dirige les délibérations de la présente session pour les mener à une conclusion couronnée de succès.

198. Ma délégation voudrait également rendre un hommage sincère à M. Leopoldo Benites, de l'Equateur, qui en tant que président de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale et de la sixième session extraordinaire, a dirigé nos débats à l'un des moments les plus importants et les plus intéressants de l'histoire de l'Organisation. Grâce à ses talents diplomatiques et à ses connaissances juridiques, ainsi qu'à sa patience infinie et à sa sagesse, l'année passée a vraiment été une année productive pour les Nations Unies.

199. Nous avons été profondément émus par les nouvelles en provenance du Honduras à propos des bouleversements terribles et des dévastations causés par le cyclone récent. Au nom du peuple thaïlandais, permettez-moi donc de transmettre notre profonde sympathie au peuple du Honduras pour ses pertes tragiques et ses souffrances humaines.

200. Nous félicitons chaleureusement les délégations de la République populaire du Bangladesh, de la Grenade et de la République de Guinée-Bissau à la suite de leur admission aux Nations Unies. Il est significatif que les trois derniers Membres admis à l'Organisation appartiennent à trois parties du tiers monde qui s'efforcent, en coopération avec les autres, de réaliser le progrès économique et la justice sociale pour la communauté internationale dans son ensemble. Nous sommes certains que leur présence parmi nous et leur contribution aux travaux de cette session et à l'avenir représenteront une valeur immense pour tous leurs collègues des Nations Unies.

201. Je voudrais apporter à cette réunion internationale l'expression de la bonne volonté du peuple de mon pays, la Thaïlande. A mon avis, la bonne volonté est une disposition d'esprit essentielle au moment où l'on s'embarque dans une analyse ou une discussion de problèmes et de conflits. Si nous ne nous inspirons pas de la bonne volonté, la voie de la compréhension et de la recherche de solutions sera difficile et ne nous conduira qu'à une rigidité d'opinions et à des attitudes égoïstes. C'est donc avec une grande réserve de bonne volonté que ma délégation aborde maintenant la tâche qui l'attend.

202. Etant donné la série de crises des dernières années, tant dans le domaine économique que monétaire, il n'est pas surprenant que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, pays en développement et pays développés, accordent une haute priorité aux problèmes économiques au cours de cette vingt-neuvième session. Ma délégation est d'accord avec le Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, lorsqu'il dit que les bouleversements qui se sont produits et les signes de mauvais augure qui sont apparus ces trois dernières années sur le plan économique ne constituent pas une série d'événements isolés mais sont bien les symptômes d'un détraquement profond de l'économie mondiale. Les prix élevés du pétrole, l'inflation effrénée, les coûts exagérés des produits manufacturés, la pénurie d'engrais, la sombre perspective d'une diminution sensible de la production alimentaire et l'effondrement du système monétaire

international sont des événements étroitement liés entre eux qui pourraient entraîner une stagnation économique prolongée d'une ampleur sans précédent.

203. L'historique sixième session extraordinaire, tenue en mai dernier et qui avait été convoquée sur l'initiative fort opportune du Président de l'Algérie, M. Houari Boumediène, a beaucoup contribué à la prise de conscience internationale des inégalités économiques dans le monde, et la reconnaissance du nouvel ordre économique international ainsi que l'adoption du Programme d'action ont apporté une réponse constructive aux défauts du système économique mondial actuel. Ma délégation continuera à donner son appui et sa coopération à toutes les mesures pratiques visant à assurer la pleine mise en œuvre du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Nous espérons sincèrement qu'un certain manque de bonne volonté politique de la part de quelques pays industrialisés sera remplacé par l'esprit de coopération entre toutes les nations, grandes et petites, qui doit prévaloir si l'on veut trouver des moyens efficaces de résoudre les problèmes économiques auxquels nous devons tous faire face. Ce n'est qu'en agissant ainsi que nous pourrons édifier une nouvelle société de nations fondée sur une redistribution équitable de la richesse et des possibilités pour toute l'humanité.

204. A cet égard, ma délégation attend avec impatience l'adoption du projet de charte des droits et devoirs économiques des Etats au cours de cette session. A notre avis, l'adoption de cette charte constituera un pas indispensable vers la réalisation du nouvel ordre économique international. Elle facilitera également notre tâche qui vise à modifier la structure du système économique actuel en adoptant une base plus équitable, ce qui contribuera au succès de la septième session extraordinaire sur le développement et la coopération économique internationale qui aura lieu en septembre de l'année prochaine.

205. Bien que la Thaïlande ne soit pas classée parmi les pays les plus touchés par la crise économique récente, nous n'en avons certainement pas profité. Au contraire, les effets des prix élevés du pétrole, des engrais et des produits finis importés ainsi que l'inflation mondiale ont été ressentis dans tous les secteurs de notre économie. La Thaïlande étant essentiellement un pays agricole, doit, pour ses recettes en devises étrangères, compter principalement sur des exportations de produits agricoles à des prix équitables. Néanmoins, même avant la récente crise de l'énergie, la balance commerciale de la Thaïlande, surtout avec les pays industrialisés, a toujours été à notre désavantage.

206. Nos besoins en biens d'équipement et en produits finis très coûteux, les fluctuations des prix des exportations agricoles de même qu'une concurrence non commerciale et déloyale de producteurs riches sur nos marchés traditionnels, tout cela a contribué à cette situation fort peu satisfaisante. Et à présent, la pénurie soudaine et l'augmentation brutale du prix des engrais de plus de 100 p. 100 en 1972 et 1973 ont aggravé nos difficultés et ont eu des répercussions sur la situation à l'intérieur du pays en raison de la hausse des prix des denrées principales destinées à notre propre population. Sans engrais, on ne pourra pas assurer dans les pays en développement une produc-

tion alimentaire atteignant le même niveau que celle des années passées, et encore moins une augmentation de production ou des excédents à des fins d'exportation.

207. A la lumière de ces événements, la responsabilité de la communauté mondiale de redoubler d'efforts pour prévenir le danger d'une crise alimentaire et sauver le monde du fléau de la famine a pris un caractère encore plus urgent. Il y a déjà, dans la région du Sahel et dans d'autres parties de l'Afrique et de l'Asie, des millions de personnes qui subissent le supplice de la faim. Et tout semble montrer que des millions seront ajoutés à la liste si le processus de désertification se poursuit et si l'on ne peut pas atteindre des niveaux plus élevés de production alimentaire et agricole.

208. Ma délégation est donc d'accord avec plusieurs autres délégations qui ont exprimé l'opinion qu'une politique d'ensemble est nécessaire si l'on veut satisfaire les besoins alimentaires immédiats et à long terme de l'humanité. Nous espérons qu'une telle politique pourra être élaborée au cours de la Conférence mondiale de l'alimentation qui doit se tenir à Rome en novembre. Pays producteur d'excédents alimentaires, la Thaïlande a toujours considéré favorablement les besoins des pays voisins et des pays amis; elle espère participer activement et de manière constructive à la Conférence.

209. Ma délégation a cependant souligné à maintes reprises, ici et ailleurs, qu'il y a une grande différence entre un producteur riche et un producteur pauvre. Un producteur pauvre tel que la Thaïlande est constamment menacé par des fluctuations de prix, par la rareté des produits de base essentiels et par une concurrence non commerciale et déloyale de la part des producteurs riches. C'est pourquoi ma délégation croit fermement qu'en recherchant une politique d'ensemble, il ne faudra épargner aucun effort afin d'assurer un juste équilibre d'intérêts entre pays importateurs et pays exportateurs de produits alimentaires, compte tenu des besoins particuliers des peuples accablés par des catastrophes nationales et de la crise économique, ainsi que de la position précaire des pays en développement où les moyens d'existence et le bien-être des populations dépendent de la production et de l'exportation de produits agricoles.

210. Une autre conférence mondiale importante qui a une relation étroite avec le problème alimentaire vient de se terminer à Bucarest : il s'agit de la Conférence mondiale sur la population. Ma délégation appuie le Plan d'action mondial sur la population<sup>10</sup> adopté par la Conférence, qui a placé au centre de l'attention mondiale la relation qui existe entre les facteurs démographiques et le développement socio-économique, conformément à l'esprit de la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Bien que mon pays continue d'adhérer à la conception de la planification familiale en tant que moyen de ralentir la croissance démographique, nous estimons que chaque pays a le droit de formuler sa propre politique démographique et que cette politique ne peut être véritablement efficace que si elle est appliquée dans le contexte du développement économique et social.

211. Sur le continent africain qui a été soumis aux pires formes de colonialisme et d'exploitation, les régimes minoritaires blancs en Afrique du Sud et en Rhodésie continuent de poursuivre leur exécration politique raciste contre les peuples de ces pays en violant les droits de l'homme et en défiant la condamnation et l'indignation du monde entier telles qu'elles se sont exprimées dans les résolutions des Nations Unies. La Thaïlande a été un des pays qui a voté hier [2248<sup>e</sup> séance] pour le rejet des pouvoirs des représentants de l'Afrique du Sud; nous nous sommes prononcés en faveur de la résolution qui demande au Conseil de sécurité d'examiner les rapports entre l'Organisation des Nations Unies et l'Afrique du Sud [résolution 3207 (XXIX)].

212. Nous adressons donc un appel urgent aux nations qui continuent de pratiquer l'*apartheid*, l'oppression et le colonialisme, afin qu'elles adhèrent à l'orientation choisie par les Nations Unies en ces matières. La Thaïlande exprime son appui sans réserve à la juste lutte des peuples africains qui s'efforcent de conquérir la liberté et l'indépendance et de préserver leurs richesses naturelles, et nous demandons à l'Organisation internationale de déployer tous ses efforts pour les aider dans leur lutte légitime.

213. Pour ce qui est des territoires sous domination portugaise, les changements qui viennent d'intervenir dans ces pays marquent le début d'une ère nouvelle d'attente et d'espoir pour l'issue de la longue lutte de millions d'Africains pour la liberté et l'indépendance. Le nouveau Gouvernement portugais a formulé son rejet catégorique de la politique colonialiste du régime précédent et exprimé son assentiment complet des dispositions internationales pertinentes concernant la décolonisation. A cet égard, la Thaïlande se félicite de la coopération et de l'attitude éclairées du nouveau Gouvernement portugais à l'égard des travaux des organismes compétents des Nations Unies en matière de décolonisation. Bien que les récents développements intervenus soient encourageants, seule une décolonisation totale et sans équivoque pourra rétablir la paix au Mozambique et en Angola, territoires qui demeurent encore sous domination portugaise.

214. La victoire obtenue par le peuple de la République de Guinée-Bissau est riche d'inspirations pour tous ceux qui sont engagés dans la lutte pour la libération du continent africain, en particulier dans certaines parties de l'Afrique et notamment en Namibie, qui sont encore sous domination coloniale. Cette victoire donne aux peuples africains un espoir nouveau, un nouvel élan dans l'attente de la libération totale du continent.

215. Certains faits des plus troublants se sont produits dans le domaine du désarmement. L'accroissement spectaculaire des dépenses mondiales consacrées aux armes ne saurait être expliqué d'une manière satisfaisante par la seule inflation vertigineuse. L'investissement de plus en plus grand du capital mondial disponible en armes de guerre ne correspond pas au niveau des dépenses consenties pour des entreprises économiquement plus productives et ralentit tout effort international pour combler le fossé entre les nations pauvres et riches. La prolifération nucléaire continue, qui aide à détourner l'attention mondiale des puissances nucléaires déjà dotées d'une énorme capacité de tuer, peut encore affaiblir leur volonté de



s'acquitter de leurs responsabilités de la manière dont l'attend la communauté internationale.

216. Il convient également de noter que deux points importants ayant trait au désarmement ont été ajoutés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, alors que des questions plus anciennes attendent toujours une solution en raison des divergences sérieuses qui existent à leur sujet entre les grandes puissances elles-mêmes ou du fait de l'indifférence de certaines d'entre elles envers les intérêts des petites nations.

217. Les progrès accomplis en vue de la convocation future d'une conférence mondiale du désarmement ont été entravés par une absence continue d'unanimité de la part des puissances nucléaires dont la participation est, à notre avis, essentielle au succès d'une telle conférence. La proposition visant à transformer l'océan Indien en une zone de paix s'est heurtée à divers raisonnements de stratégie globale en vue de justifier la présence militaire de ces puissances dans cette région. Peut-être peut-on espérer que les intérêts des Etats du littoral seront également pris en considération et qu'une politique de modération conduisant à une réduction de la rivalité entre les grandes puissances dans la région de l'océan Indien prévaudra finalement, et qu'ainsi cette idée valable deviendra réalité. Ma délégation continue à s'engager en faveur de cet effort et des efforts qui sont entrepris sur le plan régional sous les auspices de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE] pour faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix, de liberté et de neutralité, libérée de toute forme d'intervention extérieure.

218. La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a déjà été décrite comme étant la plus grande conférence internationale qui ait jamais été organisée dans l'histoire de l'humanité. Malgré les problèmes énormes et complexes en cause, la session de Caracas a pu accomplir certains progrès. Quelque retard dans les travaux de fond était inévitable, étant donné les questions de procédure sans précédent qui se sont posées et la répartition nécessaire du temps de parole pour les discussions générales. Cependant, sur des points tels que le régime et le mécanisme internationaux où les questions étaient plus ou moins clairement délimitées, il est regrettable que l'on n'ait pas accompli plus de progrès en raison de l'attitude injustifiée de certains pays développés qui menacent de saper le principe même d'héritage commun. Etant donné que le principe fondamental constitue la base solide du droit international de la mer qui est en train d'être créé, et qu'en fait il a été la raison d'être initiale de cette conférence, aucun malentendu ne devrait subsister quant à l'importance de ce triste état de choses.

219. D'autre part, ma délégation est heureuse de noter l'unité sans cesse croissante qui se manifeste parmi les pays en développement à l'égard de ces problèmes, unité fondée sur leur ferme adhésion au principe du patrimoine commun comme sur leur reconnaissance des réalités qui exigent un certain élément de souplesse dans leur attitude. Ma délégation estime que si ces nations demeurent fermes dans leur détermination et font en même temps preuve de souplesse lorsque la situation l'exige, elles seront en mesure de contribuer à l'heureuse issue de la Conférence. Une telle évolution sera très favorablement

accueillie, étant donné qu'elle permettra l'utilisation rapide des importantes ressources au fond des mers, au profit de toute l'humanité.

220. Un grand nombre de petites nations, y compris la mienne, continuent à manifester leur intérêt pour le progrès de la détente sur la scène internationale, car nous espérons plus fermement que jamais que le processus d'accords et son résultat seront d'un profit universel, en permettant d'éviter les conflits armés et de promouvoir la paix mondiale. A notre avis, la détente ne devrait cependant pas être restreinte à la conduite des stratégies globales des grandes puissances dans leurs rapports les unes avec les autres, mais devrait également avoir un effet bienfaisant, à savoir celui de restreindre les conflits locaux qui, en fin de compte, pourraient conduire à un plus vaste affrontement. En outre, la détente n'est pas une panacée. Il faut également apporter des remèdes aux maux qui constituent les causes de conflits.

221. Au Moyen-Orient où le calme qui règne actuellement pourrait être attribué en partie à la modération dont font preuve les grandes puissances, aucune solution durable n'est possible tant que les droits légitimes des Palestiniens ne seront pas respectés. En conséquence, ma délégation accueille favorablement l'inscription de la question de Palestine, en tant que point nouveau et séparé, à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Ce faisant, nous avons également tenu compte des points de vue exprimés par la grande majorité des pays situés près de cette région. Nous demandons instamment à Israël de renoncer à occuper les territoires arabes et, entre-temps, de cesser d'usurper les droits des Arabes dans les territoires occupés, ainsi que de ne plus recourir à d'autres pratiques qui sont contraires aux dispositions de la Charte et aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

222. La situation tragique qui règne à Chypre a été également portée à l'attention du monde et constitue, une fois de plus, un point important des travaux de notre organisation. Ma délégation espère sincèrement qu'une solution équitable sera trouvée qui assurera à tous les habitants de Chypre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de leur pays.

223. Au sujet des récents événements survenus au Moyen-Orient et à Chypre, la délégation thaïlandaise voudrait déclarer sa vive reconnaissance pour le rôle de premier plan joué par le Secrétaire général, M. Kurt Waldheim. Nous voudrions également rendre hommage à tous les membres de la Force des Nations Unies qui se trouvent dans les régions intéressées, ainsi qu'à la mémoire de ceux qui ont perdu leur vie pour défendre la cause de la paix internationale.

224. J'en arrive à une zone qui, du point de vue géographique, se trouve plus proche de la Thaïlande et dont le bien-être futur et la stabilité auraient des répercussions directes sur tous les Etats du Sud-Est asiatique. La lutte et les troubles qui se sont manifestés en Indochine au cours des 25 années écoulées ont causé des peines et des souffrances indicibles aux populations de cette région, et pourtant les perspectives de paix et d'harmonie ne sont pas plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a un an.

225. Au Viet Nam du Sud, l'Accord de paix de Paris dont l'heureuse négociation, en février 1973, a de-

mandé tant d'efforts, n'a cependant pas réussi à créer les conditions pacifiques favorables et n'a pas permis de parvenir au règlement que nous souhaitons tous. La guerre, menée sur une échelle moins vaste mais non moins féroce, persiste en dépit des obligations contractées solennellement dans l'Accord de Paris. Le non-respect de l'Accord constitue le principal obstacle à sa mise en œuvre intégrale. En conséquence, ma délégation voudrait inviter instamment les parties intéressées à faire preuve d'une volonté politique plus ferme, afin d'assurer le strict respect de la lettre comme de l'esprit de l'Accord de Paris. A cet égard, je voudrais exprimer notre reconnaissance aux Gouvernements de l'Iran, de l'Indonésie, de la Pologne et de la Hongrie pour leur volonté persistante de faire partie de la Commission internationale de contrôle et de surveillance. Nous espérons que les travaux, conformes aux dispositions de l'Accord, contribueront au rétablissement d'une paix véritable au Viet Nam.

226. Les événements récents intervenus dans le domaine politique au Royaume du Laos ont été plus encourageants. La volonté politique qui fait tant défaut dans d'autres conflits politiques, semble au contraire constituer la force qui a poussé les factions laotiennes à entreprendre des conversations sérieuses et à parvenir à un accord de compromis sur la création du Gouvernement provisoire d'union nationale et du Conseil national politique de coalition au Laos. Ce gouvernement, sous la direction efficace et impartiale du prince Souvanna Phouma, auquel nous envoyons nos meilleurs vœux de prompt guérison, siège maintenant depuis quelques mois. Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande nourrit le ferme espoir que le Laos, en tant que nation sœur, aura, sous l'actuelle direction, une meilleure chance de succès dans la préservation de son indépendance, de sa neutralité et de son intégrité territoriale. Mon gouvernement offre son appui et sa pleine coopération au Gouvernement et au peuple du Laos, dans leurs efforts tendant à assurer la paix et la stabilité, qui ne manqueront pas d'avoir des conséquences positives sur les Etats voisins.

227. A la différence de la situation existant au Laos, où le désir commun et la résolution dont tous les partis laotiens ont fait preuve leur ont permis de parvenir à un règlement pacifique de leurs problèmes, le conflit politique de la République khmère n'a pas encore trouvé de solution. Les souffrances tragiques endurées par le peuple khmer sont une source de profonde inquiétude non seulement pour la Thaïlande, mais également pour les autres Etats de la région. Nous, en Thaïlande, qui entretenons des relations historiques et culturelles étroites avec les Khmers, n'avons pas d'autre désir que de voir la paix et la tranquillité régner à nouveau dans le pays.

228. La position fondamentale de la Thaïlande en ce qui concerne la question de la représentation cambodgienne n'a pas changé. Nous continuons à soutenir qu'il doit appartenir au peuple khmer lui-même de résoudre en paix ses propres problèmes politiques, sans ingérence étrangère sous quelque forme que ce soit. Ce sont les parties autochtones intéressées qui doivent parvenir à un règlement politique et l'Organisation des Nations Unies ne doit rien faire qui pourrait préjuger la décision du peuple khmer et pro-

longer les souffrances et la perte de vies et de biens, y compris les trésors culturels de la République khmère.

229. Notre opinion ne repose pas sur des préférences personnelles pour telle ou telle personnalité. Nous ne nous intéressons pas non plus à l'idéologie politique de tel ou tel dirigeant. Au contraire, l'attitude de mon gouvernement est guidée par des faits historiques, la situation réelle sur place et notre profond respect du principe de non-ingérence dans la politique intérieure d'un Etat.

230. C'est un fait historique que le dirigeant de l'ancien Gouvernement du Cambodge n'a pas été écarté du pouvoir par la force, mais par un vote du Parlement national conformément à sa propre constitution. C'est un fait également que le gouvernement actuel est venu au pouvoir non par la force mais par des moyens constitutionnels.

231. La situation réelle nous montre que le Gouvernement actuel et légitime de la République khmère exerce un contrôle effectif sur la plus grande partie de la population et jouit de son appui. Le siège du gouvernement est toujours Phnom Penh, capital du pays. D'ailleurs, les autres dirigeants, dont on dit qu'ils contrôlent certaines parties du territoire, constituent un gouvernement en exil ayant son siège dans la capitale d'un autre Etat.

232. L'opinion réfléchi de mon gouvernement est que les Nations Unies ne disposent ni de l'autorité ni de la juridiction nécessaire pour exercer le droit d'autodétermination au nom du peuple khmer. C'est à lui et à lui seul qu'appartient ce choix. Toute action des Nations Unies qui équivaldrait à un changement du gouvernement national de la République khmère constituerait une ingérence pure et simple dans la politique intérieure du peuple khmer et créerait un précédent si peu souhaitable qu'il autoriserait un gouvernement en exil de tout Etat indépendant à s'affronter au gouvernement légalement constitué dans l'Etat lui-même. L'Organisation des Nations Unies ferait mieux de répondre à l'appel lancé par le Gouvernement de la République khmère à Phnom Penh le 9 juillet 1974, en donnant son appui à tous les Khmers, de quelque côté qu'ils se trouvent, en les aidant à organiser des conversations sans condition préalable, afin d'arriver à une paix juste et durable garantissant l'indépendance, la neutralité et l'intégrité territoriale de la nation khmère.

233. La Thaïlande continuera sa politique de bon voisinage et de coopération pacifique avec tous les Etats de la région, quelle que soit leur organisation politique ou leur orientation économique. L'intérêt de la sécurité de chaque Etat de la région ne pourra être sauvegardé que par le strict respect des cinq principes de la coexistence pacifique. A cet égard, la Thaïlande ne sera pas en défaut.

234. La collaboration régionale est toujours un but important de la politique étrangère de la Thaïlande. Ma délégation voudrait mentionner en particulier les efforts de l'ANASE, en vue d'intensifier et d'élargir la collaboration entre les pays membres; c'est avec la conscience claire de notre responsabilité collective, née de notre expérience que nous, les membres de l'ANASE, avons adopté et continuons de pratiquer des consultations régulières en tant que moyen de

traiter des questions importantes affectant la paix et la stabilité dans notre région.

235. Ma délégation rappelle avec satisfaction qu'à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée ont, pour la première fois, participé à la discussion de la question de Corée. Ma délégation croit sincèrement que la participation des deux parties aux travaux de l'Organisation a donné un résultat positif et que le consensus qui a finalement émergé avec l'appui des deux parties a eu un effet bénéfique sur la situation existant dans cette partie du monde.

236. Dès le début, la Thaïlande a contribué activement aux efforts des Nations Unies en Corée, efforts qui reposaient sur le droit légitime du peuple coréen de décider de son propre destin en paix et sans aucune coercition. En conséquence, ma délégation a accueilli de tout cœur le communiqué commun du 4 juillet 1972 qui établissait un dialogue entre les deux parties et qui ouvrait la voie à leur coopération constructive et à leur réunification pacifique. C'est dans cet esprit que nous avons appuyé la dissolution de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, commission qui a joué un rôle utile pendant son existence.

237. Compte tenu de ces antécédents, c'est avec un grand regret que nous constatons que l'appel en faveur d'un élargissement des échanges multilatéraux et de la collaboration entre le Sud et le Nord, tel que prévu dans la déclaration de consensus<sup>11</sup>, n'a pas obtenu une réponse complète. Il est maintenant évident que le dialogue Nord-Sud a fait peu de progrès. De plus, il y a eu également d'autres incidents qui pourraient exacerber les tensions existantes sur la péninsule coréenne. C'est pourquoi il est encore plus urgent maintenant que les deux parties, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée, essaient de s'entendre dans le cadre du consensus de l'an passé et qu'elles continuent et mènent à leur plein succès les efforts faits dans ce sens, qui ne peuvent être qu'à leur propre avantage direct et permettront de diminuer la tension dans cette importante partie de l'Asie et dans le monde.

238. Pour ce qui est du Commandement des Nations Unies en Corée, nous continuons à être convaincus que toute décision concernant son avenir devrait être prise par l'organe des Nations Unies approprié, c'est-à-dire le Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de la Charte.

239. Alors qu'au cours des 12 mois écoulés de nombreux événements historiques ont marqué la vie des Nations Unies, la Thaïlande elle-même connaissait également des innovations et des changements dans sa vie nationale. Les événements d'octobre dernier, provoqués par le mouvement étudiant, ont eu pour conséquence un changement de notre gouvernement et ont permis à la nation d'améliorer ses institutions constitutionnelles et politiques. Le respect des libertés politiques et civiles n'est plus seulement un idéal; c'est devenu une réalité quotidienne. La démocratie, avec la pleine participation du peuple tout entier dans le cadre des principes constitutionnels, qui trouveront leur réalisation dans les élections générales qui doivent se tenir au début de l'année prochaine, encoura-

gera le développement économique et la justice sociale pour le bien de tous. Cette nouvelle tendance est une source de fierté pour notre gouvernement et notre peuple et, il faut l'espérer, elle raffermira l'unité nationale et assurera le progrès de toute la nation. Nous pensons qu'une telle évolution contribuera à une compréhension et à une harmonie plus grandes entre tous les Etats de la région du Sud-Est asiatique.

240. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui désirent exercer leur droit de réponse.

241. M. DURÁN (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : L'Assemblée générale a été souvent le témoin de la tactique très spéciale utilisée par les Soviétiques et leurs pays satellites : ils se retirent chaque fois, qu'ils devraient écouter un droit de réponse. C'est le vieux système qui consiste à lancer une pierre et à cacher sa main. Cela définit bien leur caractéristique essentielle qui consiste à faire des affirmations, aussi mensongères qu'elles soient, et à les appuyer par la force sans entendre aucunement raison. Et pourtant, ils nous parlent du dialogue des peuples du monde. Quelle manière étrangère, curieuse, de dialoguer !

242. Nous devons rappeler ce fait pour relever une fois de plus la différence d'attitude entre ceux qui aiment l'existence libre et ceux qui pratiquent le plus abject totalitarisme.

243. Cet après-midi, je désire seulement répondre à une attaque lancée à plusieurs reprises par les pays satellites et que la Tchécoslovaquie a reprise aujourd'hui [2250<sup>e</sup> séance]. Je ne vais pas rappeler ici un cliché du communisme international soviétique, répété ici par le Yémen démocratique. Ces gens ne savent pas ce qui se passe au Chili. Je crois qu'ils ne savent même pas où il se trouve géographiquement. Il vaudrait la peine qu'ils sachent ce qui s'est passé dans notre patrie parce qu'ils en tireraient des leçons précieuses.

244. Au cours de l'année 1968, au mois d'août, le monde a été étonné par la nouvelle la plus incroyable : l'armée rouge envahissait la Tchécoslovaquie; elle l'envahissait avec ses tanks, démolissant le pavé de ses rues et ensanglantant plus tard Prague. C'était le choc brutal de la force d'une armée toute puissante contre la jeunesse tchécoslovaque qui défendait sa terre, qui défendait une manière de vivre dans le cadre du système socialiste, mais avec indépendance et dignité. Cela, la Russie soviétique ne pouvait l'accepter. Elle a alors agi de la manière que le monde connaît et dont il se souviendra éternellement.

245. Nous sommes venus à cette tribune pour vous le rappeler et pour dire au ministre des affaires étrangères de cette nation qu'il serait utile qu'il dise au monde combien il y a eu de morts à cette heure tragique pour la Tchécoslovaquie, combien il y a eu de réfugiés et combien de personnes ont disparu, quels droits de l'homme et quelles libertés civiques existent dans cette nation satellite ?

246. Nous croyons comprendre que le ministre des affaires étrangères connaît fort bien ces faits. Cependant, nous nous demandons à quoi répond son désir d'agir de la façon dont il a agi et d'attaquer ainsi le Chili en ouvrant une politique d'enquête alors que — chacun le sait et je désire que cela figure dans les documents de cette session — le Chili est ouvert.

Nos frontières ne sont pas fermées à l'étude et à l'analyse de tous les événements qui se sont déroulés avant et depuis le 11 septembre 1973.

247. Nous pensons — car il faut rechercher une explication à cette attitude insolite du Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie — que c'est lui qui désire cette enquête. Mais alors, nous désirons que celle-ci soit très large. Nous désirons qu'elle ait lieu aussi pour la Tchécoslovaquie, pour la Russie, pour la Hongrie et pour toutes ces nations qui viennent à notre organisation internationale parler de libertés qu'elles ne connaissent pas et des droits de l'homme qu'elles ne pratiquent pas.

248. Le Ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie a cité le nom du secrétaire général du parti communiste chilien. Peut-être était-ce une façon de récompenser celui-ci pour la rapidité avec laquelle il a applaudi la honteuse occupation de la Tchécoslovaquie. En effet, le Secrétaire général du parti communiste chilien a été le premier à envoyer un télégramme de félicitations après ce fait incroyable.

249. Nous ne sommes pas montés à cette tribune pour nous défendre. Nous n'avons pas besoin de le faire. Le 11 septembre a été le point culminant d'un succès du peuple chilien qui, grâce à des grèves organisées par ses syndicats, s'est libéré d'un gouvernement soviétisé qui le réduisait à l'esclavage. Nous sommes venus élever notre voix pour que les peuples libres apprennent par notre exemple la tactique que ce communisme soviétique, impérialiste et agressif, applique dans les différentes nations du monde.

250. Peut-être parce que nous sommes très éloignés — nous n'avons pas de frontière avec la Russie, heureusement pour l'âme des hommes libres — nous nous sommes déjà libérés. Que les autres peuples nous regardent car, sur chacun d'eux, la main qui étouffe et qui tue va s'abattre avec des tactiques différentes ! Nous aussi, nous avons connu les armes soviétiques. On nous les a envoyées de différentes façons pour encourager la guérilla criminelle et en arriver au massacre le plus horrible du peuple chilien.

251. Ce que nous essayons de faire ici, ce n'est pas simplement un discours défensif — car les faits nous donneront raison jour après jour — mais un discours cordial d'avertissement pour tous les peuples amis du monde, afin qu'ils connaissent par notre exemple les tactiques en question, les façons d'opérer et la cruauté sanguinaire et froide que l'on a essayé d'employer chez nous. Que l'exemple du Chili soit un éveil pour l'âme des peuples libres et qu'elle guide tous ceux qui luttent pour la liberté et la dignité afin que ces forces totalitaires, comme les forces nazies et fascistes d'hier, ne recommencent pas à menacer l'esprit éternel de l'homme !

252. M. MACKI (Oman) [*interprétation de l'arabe*] : Lorsque ma délégation prendra la parole à un stade ultérieur, elle présentera ses félicitations au Président de cette session de l'Assemblée générale.

253. J'ai demandé la parole à cette heure tardive afin de répondre à ce qui a été dit par le Ministre des affaires étrangères du Yémen du Sud au sujet de mon pays. Depuis l'établissement du nouveau gouvernement, en 1970, sous le règne de Sa Majesté le sultan Qabus, mon pays a adhéré à la Charte et a appliqué les principes des Nations Unies avant de devenir un Etat Membre. Ce nouveau gouvernement avait l'intention de construire le pays et de supprimer l'isolement dans lequel il se trouvait depuis 38 ans, ainsi que de le transformer pour l'amener au stade de la civilisation du xx<sup>e</sup> siècle.

254. Malheureusement, un pays voisin, Membre de l'Organisation et qui est censé respecter la Charte des Nations Unies — c'est-à-dire le Yémen du Sud — s'est ingéré dans les affaires intérieures d'Oman par l'entremise du Front de libération d'Oman qui, jusqu'à ces derniers temps, était appelé le Front de libération d'Oman et du golfe Arabique. Ce front destructeur a reçu du Yémen du Sud des armes et tous les moyens de formation militaire afin d'utiliser l'Etat voisin, c'est-à-dire le Yémen du Sud, pour ses attaques contre le Sud d'Oman, en vue d'entreprendre les destructions prévues. Oman a dû, par conséquent, se défendre, défendre son peuple et l'intégrité de son territoire contre la destruction. Telle est la vérité, car la nation d'Oman exerce ses droits légitimes sur son territoire, en toute liberté, sous la direction du gouvernement actuel. Le bon voisinage devrait obliger le Gouvernement du Yémen du Sud à mettre un terme à son ingérence dans les affaires intérieures d'Oman et à laisser son peuple édifier en paix son avenir.

*La séance est levée à 20 h 40.*

#### NOTES

<sup>1</sup> Signé à Nicosie le 16 août 1960. Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 382, n° 5475, p. 5.

<sup>2</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, 934<sup>e</sup> séance.

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session extraordinaire, Séances plénières, 2209<sup>e</sup> séance, par. 27.

<sup>4</sup> Ibid., par. 47.

<sup>5</sup> Adoptée en tant que résolution 3093 (XXVIII).

<sup>6</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-huitième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour, document A/5446 et Rev.1, chap. XIII, par. 73.

<sup>7</sup> A/9330, p. 58.

<sup>8</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Séances plénières, 1768<sup>e</sup> séance, par. 21.

<sup>9</sup> Voir *World Armaments and Disarmament*. The MIT Press, Cambridge, Massachusetts et Londres, Angleterre — Almqvist & Wiksell, Stockholm, p. 3.

<sup>10</sup> Voir E/CONF.60/19 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.XIII.3), chap. I.

<sup>11</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément n° 30, p. 25, point 41.